

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DU MINISTERE DE
L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT
(MHA)
AU TITRE DE LA GESTION 2013
GROUPE 5**

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SOMMAIRE

OPINION DE L’AUDITEUR.....	6
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES ..	11
1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :	11
1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :	13
1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :	13
1.2.2 La Commission des Marchés :	13
1.3 Les entités de régulation et de contrôle :	13
1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :	13
1.3.2 L’autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :	14
1.4 Les seuils de passation des marchés :	14
1.5 Les modes de passation des marchés :	14
1.6 Les procédures de passation des marchés :	15
1.7 Les procédures d’approbation des marchés :	15
1.8 Les procédures d’exécution du marché :	15
1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :	15
2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE	17
2.1 Objectifs de la mission :	17
2.2 Méthodologie retenue :	18
2.2.1 Collecte préalable des données :	18
2.2.2 Revue de l’organisation institutionnelle de l’Autorité Contractante :	19
2.2.3 Contrôle au départ de l’exhaustivité des données fournies par l’Autorité Contractante :	19
2.2.4 Constitution de l’échantillon :	20
2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :	20
3. PRESENTATION RESUMEE DE L’AUTORITE CONTRACTANTE	22
3.1 Missions :	22
3.2 Attributions :	22
3.3 Services du MHA :	23
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L’ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	25
4.1 Commission des marchés	25
4.2 Cellule de passation de marchés.....	25
4.3 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	25

5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'AC/	
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :	27
5.1 La Commission des marchés :	27
5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM:	28
5.3 Besoin de formation :	28
5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :	28
5.6 La Cellule de passation des marchés :	28
5.7 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :	29
5.8 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :	29
5.9 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :	30
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	32
6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :	32
6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :	32
6.3 La Structure d'Audit Interne :	32
6.4 La Comptabilité des Matières :	33
6.5 Tableau de synthèse des marchés passés par l'AC et de l'échantillon constitué :	33
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :	35
7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :	35
7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :	36
7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :	36
7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :	38
7.5 La personne responsable de marchés (PRM) :	38
7.6 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :	38
7.6.1 Echantillon :	38
7.6.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :	50
7.6.3 Marchés conclus par AOO :	50
7.6.4 Marchés conclus par AOR :	72
7.6.5 Marchés de prestations intellectuelles :	72
7.6.5 Marchés conclus par DRP :	75
7.6.6 Marchés passés par ententes directes :	82
7.6.7 Avenants :	83
7.6.8 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) : ...	88
7.6.9 Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :	88

7.6.10 Constats relatifs à l'exécution financière :	89
7.6.11 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :	103
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS :	105
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :	110
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	112
ANNEXES :	115
1.1 Liste des marchés de l'AC exécutés en 2013	115
1.2 Réponses de l'autorité Contractante :	120
1.3 Réponses du Cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante :	Error! Bookmark not defined.

SIGLES ET ACRONYMES

N°	PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
1	AC	Autorité contractante
2	AGPM	Avis général de passation de marchés
3	AMI	Appel à manifestations d'intérêts
4	AOI	Appel d'offres international
5	AON	Appel d'offres national
6	AOO	Appel d'offres ouvert
7	AOR	Appel d'offres restreint
8	ARMP	Autorité de régulation des marchés publics
9	CM	Commission des marchés
10	CMP	Code des marchés publics
11	CPM	Cellule de passation de marchés
12	DAGE	Direction de l'administration générale et de l'équipement
13	DEM	Direction de l'équipement et de la maintenance
14	DCMP	Direction centrale des marchés publics
15	DH	Direction de l'hydraulique
16	DRP	Demande de renseignement et de prix
17	DSP	Délégation de services publics
18	FAD	Fonds international de développement agricole
19	IDA	Association de développement internationale- Banque Mondiale
20	MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
21	MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
22	PEPAM -BA	Programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire- Bassin arachidier
23	PI	Prestations intellectuelles
24	PPM	Plan de passation de marchés
25	PRM	Personne responsable du marché
26	TDR	Termes de référence
27	UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement au titre de la gestion 2013.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle du MHA ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par le MHA et qui se chiffrent à :
 - F. CFA **3 073 621 995** soit 67 % des marchés passés en Appel d'Offres (AO),
 - F. CFA **28 600 027** soit 100% des marchés passés par Prestations intellectuelles (PI).
 - F. CFA **62 760 894** soit 52,57 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Le MHA a mis en place les organes de gestion des marchés publics conformément à l'arrêté N° 26.12.2012*012786 du MEF fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC et l'arrêté N° 26.12. 2012*012783 du MEF relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM des AC. Ces organes jouent leur rôle globalement. Cependant, la CPM doit veiller sur le classement des documents de passation de marchés, notamment des DRP dont certains échappent à son contrôle. C'est ce qui explique les marchés passés par les directions de la DH et de la DEM alors qu'ils ne sont pas planifiés dans le PPM. La CPM doit être renforcée compte tenu du volume de travail du ministère.

2- Au plan de la Passation des marchés :

Au terme de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, les constats suivants sont faits par la mission :

- Dépôt tardif de la liste des membres de la CM et de la CPM ;
- Existence de CM parallèle en interne au niveau des directions ;
- Inexistence de plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations de l'audit antérieur ;
- Non utilisation du dossier type DRP pour les marchés passés suivant ce mode ;
- Encaissement sur place du montant de la vente des DAO alors que le MHA ne dispose pas d'une régie de recettes ;
- Non reversement de la quote-part ARMP sur les produits des ventes des DAO ;
- Pour les DRP :
 - Lettres d'invitation non déchargées
 - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas mentionnées pour l'essentiel
 - Simultanéité des invitations non respectée
- Pour certains marchés de prestations intellectuelles passés par DRP la lettre d'invitation ne spécifie pas le mode de sélection ;
- Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis des différents marchés ;
- Rejet d'offres dès la séance d'ouverture des plis pour non-conformité de la garantie de soumission ;
- Inexistence de traçabilité permettant d'affirmer que les copies des PV d'ouverture des plis sont effectivement remises à tous les candidats ayant déposé leur offre conformément à l'Art 67.4 du code ;
- Pour l'évaluation des marchés de prestations intellectuelles, les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs ne sont pas annexées au rapport d'évaluation ;
- Non publication des avis d'attribution définitive dans les mêmes conditions que les AAO pour des raisons de budget, notamment au niveau de la DEM ;
- Non information des candidats non retenus de la suite de l'évaluation ;
- Passation et exécution de marchés qui échappent au contrôle de la CPM (d'où les marchés passés hors PPM) ;
- Rapports de suivi de l'exécution physique des marchés non mis à la disposition de la CPM pour classement ;
- CPM non au fait de l'exécution financière des marchés ;
- Classement et archivage des documents de passation de marchés par la CPM non systématique conformément à l'article premier de l'arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Exécution d'avenant pour 4 marchés exécutés depuis 2010 dont 3 marchés de prestations intellectuelles ;
- Existence de cas de fractionnement de marchés.

Conclusion de l'auditeur :

A la suite des constats notés au cours de la mission, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Le MHA doit veiller à déposer la liste des membres de la CM et de la CPM au plus tard le 5 janvier de l'exercice ;

- Il ne doit exister au sein du MHA qu'une seule CM avec des membres des différentes directions pour les marchés les concernant ;
- A la suite de chaque audit annuel, le MHA doit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations afin de capitaliser sur les non-conformités ;
- L'utilisation des dossiers types est obligatoire. La CPM doit télécharger le modèle à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition des services techniques et de la CM ;
- Toujours demander aux candidats de payer au niveau du Trésor, de présenter la quittance au MHA en échange du DAO ;
- Le MHA doit veiller à s'acquitter régulièrement de cette obligation après régularisation de sa situation auprès de la Direction des Services Administratifs et Financier (DSAF) de l'ARMP ;
- Pour les DRP :
 - Toujours exiger la décharge de l'invitation
 - Exiger des invités de dater la réception de l'invitation
 - Transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités
- Il faut toujours indiquer dans la lettre d'invitation le mode de sélection ;
- La CPM doit télécharger le formulaire de PV d'ouverture des plis à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition de la CM ;
- La séance d'ouverture des plis est une séance de constatation. Aucun candidat ne peut être éliminé à cette étape de la procédure. L'examen de la conformité de la garantie se fait à l'étape examen préliminaire de l'évaluation ;
- A chaque transmission du PV d'ouverture des plis exiger une décharge ;
- Pour les marchés de prestations intellectuelles, toujours annexer les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs au rapport d'évaluation ;
- Désormais publication par l'AC de l'attribution définitive dans le portail des marchés publics conformément au dernier paragraphe de l'Art. 86 du décret 2014-1212 ;
- A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus :
 - Faire une lettre
 - Exiger accusé de réception
 - Classer dans le dossier


Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

- La CPM doit obligatoirement assurer le contrôle qualité des dossiers de passation de marchés y compris les DRP ;
- Les Chefs de projets ou PRM doivent obligatoirement mettre ces rapports à la disposition de la CPM pour classement ;
- L'ARMP doit voir avec le MEFP les dispositions à prendre pour que copies des paiements soient transmises à la CPM pour classement dans le dossier du marché ;
- Recrutement d'un archiviste-documentaliste pour prendre en charge ce travail dédié à une profession bien précise. Il ressort de l'entretien avec la DAGE que deux archivistes documentalistes ont été affectés au MHA. L'un d'eux est affecté à la CPM. Il est urgent :
 - pour ce dernier de prendre effectivement service à la CPM
 - de l'inscrire dans le programme de formation de l'ARMP pour le former en « Classement et archivage des documents de passation de marchés »
- Ne plus faire d'avenant une fois le marché réceptionné provisoirement.

Ces constats significatifs conduisent à noter les performances du MHA pour la gestion 2013 comme non satisfaisantes.

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA













**1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL
ET PROCEDURES
DE PASSATION DES MARCHES**














1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

-  **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
-  **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
-  **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
-  **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
-  **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
-  **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
-  **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée;
-  **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
-  **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
-  **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
-  **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
-  **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;

-  **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
-  **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
-  **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
-  **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
-  **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
-  **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
-  **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
-  **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
-  **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
-  **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
-  **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
-  **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
-  De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marchés Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Cellules de Passation des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

- (ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- (x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- (xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- (xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2013 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2013,
- La balance des fournisseurs prestataires 2013,
- La situation des paiements 2013,
- Tableau des marchés et commandes 2013,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2013,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2013,
- Les dossiers de consultation 2013,

- Les soumissions des candidats non attributaires 2013,
- Les bons de commandes 2013,
- Les PV de réception 2013,
- Le livre des stocks 2013,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2013,
- Les habilitations des signataires des marchés 2013,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2013,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2013,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2013,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2013,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2013,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2013.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recouplement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.
-

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3.1 Missions :

Le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat dans les domaines de l'hydraulique et de l'assainissement sous l'autorité du Premier Ministre.

3.2 Attributions :

Le décret n°2014-877 du 22 juillet 2014 fixe ses attributions :

- Il est responsable de l'approvisionnement en eau potable des populations en milieu rural, urbain et périurbain. Il est chargé de la réalisation, de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages hydrauliques.
- Il est chargé de la définition et de l'application des politiques tarifaires en matière d'adduction d'eau potable. Il assure la tutelle de la Société nationale des Eaux du Sénégal (SONES) , de la Société des Eaux (SDE) et de l'Office national des Forages ruraux (OFOR).
- Il assure la valorisation du potentiel hydrographique national et veille à la disponibilité en eau pour la satisfaction des besoins de l'agriculture, sur l'étendue du territoire national.
- Il est chargé également de la réalisation et de la préservation du réseau hydrographique national.
- Il assure la tutelle de l'Agence de Promotion du Réseau Hydrographique national et de l'Office du Lac de Guiers.
- Il est responsable de la politique de l'assainissement et en synergie avec le Ministre chargé de la restructuration et de de la requalification des banlieues, participe à la réalisation de réseaux de drainage des eaux de pluie et de la réalisation des aménagements y afférents.
- Il s'assure de la réalisation et de l'entretien des équipements permettant la collecte, l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales. A cet effet, il assure la tutelle de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal (ONAS).
- A ce titre, il veille à la collecte, au transport et au recyclage des déchets liquides domestiques et industriels.

3.3 Services du MHA :

Le MHA dispose des services suivants :

- Cabinet et services rattachés
- Secrétariat général et services rattachés
- Direction de l'Hydraulique ;
- Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau ;
- Direction de l'Assainissement ;
- Direction de l'Exploitation et de la Maintenance ;
- Direction de l'Administration générale et de l'Equipement (DAGE).

D'autre administration, des établissements publics et des sociétés nationales dépendent du MHA.

**4.SYNTHESE DES
CONSTATS SUR
L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1 Commission des marchés

Le MHA a bel et bien mis en place une commission des marchés. Cependant, la mission a noté les manquements suivants :

- le premier arrêté N° 000299 du 17 janvier 2013 portant création de la CM n'a pas été déposé à la DCMP dans les délais impartis (5 janvier de l'exercice)
- Au niveau du MHA, chaque directeur est administrateur délégué de crédit. Pour les acquisitions des différentes directions, il y'a des commissions internes appelées « commissions de dépouillement » qui procèdent à l'ouverture et à l'évaluation des offres pour les DRP.

4.2 Cellule de passation de marchés

L'un des trois (3) membres de cette CPM est affecté comme directeur de la DA. Compte tenu du volume de travail la mission recommande son remplacement d'une part et d'étoffer la cellule d'autre part.

4.3 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels sont faits régulièrement. Le rapport annuel 2013 envoyé à la DCMP

Cette transmission à la DCMP avec ampliation à l'ARMP est faite par lettre N° 029/MHA/CPM du 28 février 2014 et accusé de réception de la DCMP N°001086 MEF/DCMP/DSI/50 du 06 mars

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET
RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

**5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'AC/
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :**

5.1 La Commission des marchés :

Conformément à la réglementation notamment l'arrêté N° 26.12.2012*012786 du MEF pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics, le MHA a mis en place une commission des marchés par Arrêté N° 17.01.2013*000299 puis Arrêté N°02.04.2013*004633 abrogeant et remplaçant le précédent pour la gestion 2013.

Cependant, la mission a noté les manquements suivants :

- le premier arrêté N° 000299 du 17 janvier 2013 portant création de la CM n'a pas été déposé à la DCMP dans les délais impartis (5 janvier de l'exercice)
- Au niveau du MHA, chaque directeur est administrateur délégué de crédit. Pour les acquisitions des différentes directions, il y'a des commissions internes appelées « commissions de dépouillement » qui procèdent à l'ouverture et à l'évaluation des offres pour les DRP.

Le nombre des représentants de cette commission des marchés est respecté avec pour chaque titulaire un suppléant désigné. La commission a pouvoir de procéder à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution provisoire des marchés.

Tous les deux Arrêtés portant création de la commission des marchés spécifient clairement en leur article 3 que le rapporteur de cette commission est membre de la CPM.

Les membres titulaires et suppléants ont tous suivi des formations en marchés publics et ont une certaine pratique avec l'expérience. Ces membres de la commission des marchés sont de niveau cadre. L'examen de la liste des membres de la commission des marchés et de leur fonction ne dénote aucune incompatibilité dans cette commission.

Les copies des actes de nomination des membres de la commission et des suppléants ont été transmises à la DCMP 09 janvier 2013. Donc avec un léger retard comparativement à la date butoir du 05 janvier de l'exercice.

Chaque membre de la commission des marchés, titulaires et suppléants, a signé la charte de la transparence et d'éthique avant le démarrage de ses activités.

Les copies de ces déclarations sont communiquées à la DCMP et à l'ARMP avant leur démarrage des activités par lettres N° 009/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013 et N° 010/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013 respectivement.

5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM:

La mission n'a pas fait de tests sur le respect du délai réglementaire de cinq (5) jours francs de la convocation des membres de la commission des marchés conformément à l'article 39 du code.

5.3 Besoin de formation :

Les besoins de formation exprimés par le MHA concernent les marchés complexes comme les délégations de service public (DSP) et les marchés clé en main. Mais aussi le partenariat public-privé (PPP).

5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

Les indemnités relatives à la tenue des réunions de la CM ne sont pas régulièrement payées aux membres depuis 2012 conformément à l'arrêté du MEF.

Recommandations :

Déposer à la DCMP la liste des membres de la CM au plus tard le 5 janvier de l'exercice

5.6 La Cellule de passation des marchés :

Conformément à la réglementation il existe une cellule de passation des marchés (CPM) créée par Arrêté N° 12.06.2013*008866 du Ministre nommant les 3 membres de la CPM. L'un des trois (3) membres de cette CPM est affecté comme directeur de la DA. Compte tenu du volume de travail la mission recommande son remplacement d'une part et d'étoffer la cellule d'autre part.

Cette CPM exerce l'essentiel des prérogatives que lui confère la réglementation, à savoir :

- Examens préalables des documents à soumettre à l'AC et aux tiers ;
- Classement et à archivage des documents relatifs aux marchés publics ;
- Etablissement en début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés ;
- Etablissement en début d'année l'avis général de passation des marchés et sa publication ;
- Insertion dans le système national informatisé de gestion des marchés (SYGMAP) des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés, notamment l'AGPM et les avis spécifiques ;
- Rôle de secrétariat de la commission des marchés ;
- Elaboration des rapports trimestriels et du rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics transmis à la DCMP et à l'ARMP.

Lettres de transmission à la DCMP avec ampliation à l'ARMP N° 029/MHA/CPM du 28 février 2014 et accusé de réception de la DCMP N°001086 MEF/DCMP/DSI/50 du 06 mars 2014 Pas de réponse ARMP. Tous les membres de la CPM sont de la hiérarchie A3.

Les copies des actes de nomination et de déclarations sont communiquées à l'ARMP et à la DCMP par lettre N°V/L 009/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013. Accusé de réception de la DCMP N°000244/MEF/DCMP/DSI/03 du 17 janvier 2013.

5.7 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :

La CPM ne procède pas au classement et archivage systématique des documents de passation de marchés conformément à l'article premier de l'arrêté N° 26.12.2012*012783 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes

Il est dit que la CPM est notamment responsable des activités suivantes entre autres :

Le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.

En effet, les marchés faisant l'objet d'appel d'offres sont systématiquement classés par la CPM. Ce qui n'est pas le cas pour les DRP qui sont classés au niveau des services Maître d'œuvre. Il est important que ce travail soit fait régulièrement par la CPM durant tout l'exercice.

Par ailleurs, les paiements effectués par le Payeur ne sont pas mis à la disposition de la CPM.

Recommandations:

- Renforcer la CPM compte tenu de la charge de travail du MHA
- Archiver tous les documents de la passation et de l'exécution des contrats au niveau de la CPM
- Archiver les documents attestant des paiements des marchés

5.8 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Les rapports trimestriels sont faits régulièrement. Le rapport annuel 2013 envoyé à la DCMP.

Cette transmission à la DCMP avec ampliation à l'ARMP est faite par lettre N° 029/MHA/CPM du 28 février 2014 et accusé de réception de la DCMP N°001086 MEF/DCMP/DSI/50 du 06 mars

Recommandation :

Faire le point de l'exécution des recommandations antérieures des audits dans les rapports trimestriels

5.9 Charte de Transparence et d'Éthique en matière de passation des marchés :

Chaque membre de la commission des marchés, titulaires et suppléants, a signé la charte de la transparence et d'éthique avant le démarrage de ses activités.

Les copies de ces déclarations sont communiquées à la DCMP et à l'ARMP avant leur démarrage des activités par lettres N° 009/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013 et N° 010/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013 respectivement.

Les copies de déclarations des membres de la CPM sont communiquées à l'ARMP et à la DCMP par lettre N°V/L 009/MHA/SG/CPM du 09 janvier 2013. Accusé de réception de la DCMP N°000244/MEF/DCMP/DSI/03 du 17 janvier 2013.

Recommandation :

Faire signer la charte de la transparence et d'éthique par les membres des commissions techniques.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Conformément à la réglementation, le MHA a élaboré son PPM 2013 consolidé dont la première version a été transmise à la DCMP le 10 décembre 2012 et validée par cette dernière le 25 janvier 2013 après plusieurs échanges de courrier.

Concernant le PPM, la mission a fait les constats suivants :

- Pour certains marchés, la définition du type de marché dans le PPM n'est pas correcte.
- Il n'est pas nécessaire pour les libellés de marchés « **Réalisations envisagées** » de mettre le mode de passation. Exemple DRP pour.....
- Exécution de marchés qui ne figurent pas dans le PPM. C'est le cas au niveau de DM et DH.

Pour la DEM, un marché de fournitures de bureaux d'un montant de **5 536 855 F.CFA** a été passé par DRP avec invitation de 5 fournisseurs et un PV d'attribution N°003bis/MHA/DEM du 18 février 2013.

La Direction de l'hydraulique a acquis, sur l'exercice 2013, des fournitures à hauteur de **70 500 836 F CFA** par Demande de Renseignement et de Prix (DRP).

Ces acquisitions se répartissent comme suit :

DESIGNATION	MONTANT F.CFA
Travaux Mécaniques-Réparation-Pneus-Batteries-Véhicules	20 481 017
Consommables Informatiques	19 994 265
Fournitures et Matériel de bureau	19 148 704
Autres (Entretien, Gardiennage...)	10 876 850
TOTAL	70 500 836

6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :

Conformément à la réglementation l'AGPM a été fait en début d'année et publié dans le quotidien national « le Soleil » du 15 janvier 2013. La coupure de presse est classée dans le dossier.

6.3 La Structure d'Audit Interne :

Il n'existe pas au sein du MHA une structure d'audit interne. Seule la CPM fait le travail de contrôle-qualité en interne.

6.4 La Comptabilité des Matières :

Le comptable matière qui a suivi une formation à la direction du matériel et du transit administratif (DMTA) tient un certain nombre d'outils pour la gestion de la comptabilité matières :

- Procès-verbal de réception N° ... ;
- livre journal des matières ;
- bon d'entrée dans l'existant ;
- bon de sortie définitif ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 1^{er} groupe ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 2^{ième} groupe ;
- Inventaire individuel contradictoire.

Cependant, la mission a noté qu'aucun de ces documents ne donne le stock disponible d'une matière à temps réel.

6.5 Tableau de synthèse des marchés passés par l'AC et de l'échantillon constitué :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	16	4554 818963	8	3 073 621 995
Appel d'offres restreint (AOR)	0	0	0	0
Prestations intellectuelles (PI)	2	28 600 027	2	28 600 027
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	10	119 373 178	4	62 760 894
Entente directe (ED)	0	0	0	0
TOTAL	28	4702792168	14	3 164 982 916
			50 % du total	67 % du total

**7.REVUE DETAILLEE
DES MARCHES /
CONSTATS DETAILLES**

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2013 du MHA a été publié sur le site des marchés publics. Il a été modifié 14 fois, ce qui fait un total de 15 versions disponibles sur le site.

Conformément à la réglementation, le MHA a élaboré un PPM 2013 consolidé dont la première version a été transmise à la DCMP le 10 décembre 2012. Après plusieurs échanges de courrier avec la DCMP, la première version du PPM validée n'a été publiée par l'organe de contrôle a priori que le 25 janvier 2013. La dernière et 15ème version a été publiée sur le portail le 15/11/2013.

Avis General de Passation des Marchés (AGPM) :

Conformément à la réglementation l'avis général de passation des marchés du MHA a été fait en début d'année et publié dans le quotidien national « le Soleil » du 15 janvier 2013. La coupure de presse est classée dans le dossier.

Ce qui est conforme à l'article 6 du code qui précise que « Les projets de marché figurant dans le plan de passation des marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, en application des dispositions du présent décret, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, **avant la fin du mois de janvier** de l'année prévue pour leur passation, d'un avis général établi et publié selon le modèle arrêté par décision de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

Recommandation

Parmi les justificatifs de la publication, il faut dorénavant classer en plus de la coupure de presse, la facture Préforma et copie de la facture et Copie du chèque de paiement, le cas échéant.

7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :

Il n'existe pas de participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés puisque ce service n'existe pas au sein du MHA

7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

Chaque direction du Ministère a sa propre commission de réception. Pour la DAGE, cette commission de réception est mise en place par Arrêté N°12.04.2013*005128 instituant la commission de réception de la DAGE. Le comptable matière est membre de cette commission de réception. Le Directeur de la DAGE préside la commission de réception du service.

Chaque direction du Ministère a sa propre commission de réception. Pour la DAGE, cette commission de réception est mise en place par Arrêté N°12.04.2013*005128 instituant la commission de réception de la DAGE. Le comptable matière est membre de cette commission de réception. Le Directeur de la DAGE préside la commission de réception du service.

Pour la DEM, c'est la note de service N° 00257 /MHA/DEM du 27 mars 2013 qui crée une commission de réception au titre de la gestion 2013.

La note de service portant création de la commission de réception de réception de la DH n'a pas été mise à la disposition de la mission.

Pour les SRA c'est le chef de service régional, le COF et le fournisseur qui constitue la commission de réception.

Pour les marchés de prestations intellectuelles, c'est le service Maitre d'œuvre qui met en place son comité de pilotage chargé du suivi de la mission et de la validation des rapports.

Le comptable matière qui a suivi une formation à la direction du matériel et du transit administratif (DMTA) tient un certain nombre d'outils pour la gestion de la comptabilité matières :

- Procès-verbal de réception N° ... ;
- livre journal des matières ;
- bon d'entrée dans l'existant ;
- bon de sortie définitif ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 1^{er} groupe ;
- fiche de consommation de stocks des matières du 2^{ème} groupe ;
- Inventaire individuel contradictoire.

Cependant, la mission a noté qu'aucun de ces documents ne donne le stock disponible d'une matière à temps réel.

Recommandation :

- Mettre en place une comptabilité matière avec tous les outils nécessaires ;
- Renforcer les capacités du personnel en charge de cette activité en comptabilité matière et en passation des marchés.

7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :

Au cours de la gestion 2013, le MHA a plusieurs fois procédé à la vente de DAO pour des montants assez consistants.

Le MHA n'ayant pas de régie de recettes, la mission considère que l'encaissement sur place des produits de la vente des DAO est irrégulier. En effet, la bonne pratique voudrait que la candidat qui souhaite acquérir le dossier paie au niveau du trésor, à partir de la référence du marché que lui a fourni l'AC. Ensuite avec la quittance délivrée par le trésor, le candidat se présente chez l'AC pour recevoir en échange le DAO.

Après vérification tant au niveau du DAGE/MHA que de l'ARMP, il s'est avéré que le ministère n'a pas reversé la quote-part ARMP sur les produits de la vente des DAO pour la gestion 2013. En effet, suivant l'Article 37, SECTION II : Des ressources financières et matérielles de l'ARMP, du DECRET N° 2007-546 du 25 AVRIL 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), les ressources de l'agence sont constituées par entre autres : «50 % des produits des ventes des dossiers d'appels d'offres dans le cadre d'appels d'offres mis en œuvre par l'Etat et les collectivités locales..... »

Recommandation :

Le MHA doit veiller à s'acquitter régulièrement de cette obligation après régularisation de sa situation auprès de la Direction des Services Administratifs et Financier (DSAF) de l'ARMP.

7.5 La personne responsable de marchés (PRM) :

Le Ministre est personne responsable du marché. Cependant, il a responsabilisé ses collaborateurs pour éviter la centralisation à outrance qui peut être source de blocage. En effet, pour chaque direction c'est le directeur qui est PRM. Pour certain marché c'es le Ministre qui est PRM en fonction des montants.

Les Arrêtés portant nomination d'administrateurs de crédits au MHA N° 18.02.2013*002121 N°30.09.2013*16556 et N° 11.04.2013*004934 ont été mis à la disposition de la mission. C'est la PRM qui approuve ou infirme les propositions des commissions des marchés et signe les marchés.

7.6 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :

7.6.1 Echantillon :

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;

- au moins 25 % des marchés n’atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMF mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Dès l’arrivée de la mission au MHA, nous avons reçu de la coordonnatrice de la CPM le PPM pour la gestion 2013 en version papier et la liste des marchés passés au cours de cette même gestion.

Les tableaux ci-dessous et les graphiques font état des résultats de l’exploitation de ces deux documents.

Tableau 1 : REPARTITION DES MARCHES PLANIFIES PAR TYPE ET PAR DIRECTION

DIRECTIONS	Fournitures	Travaux	Services courants	PI	DSP	TOTAL
DAGE	7	0	3	0	0	10
DEM	7	1	1	4	1	14
DH	2	9	0	1	0	12
TOTAUX	16	10	4	5	1	36

Source: Mission d'audit

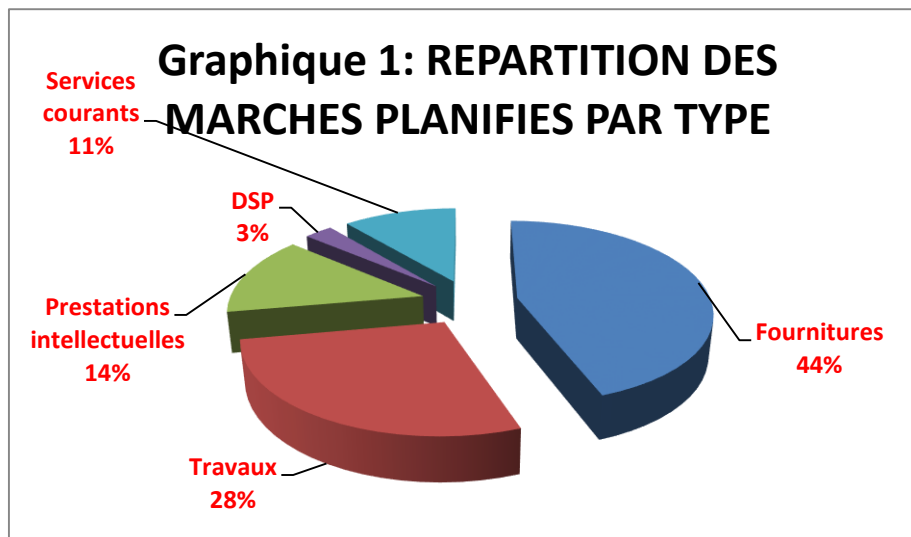
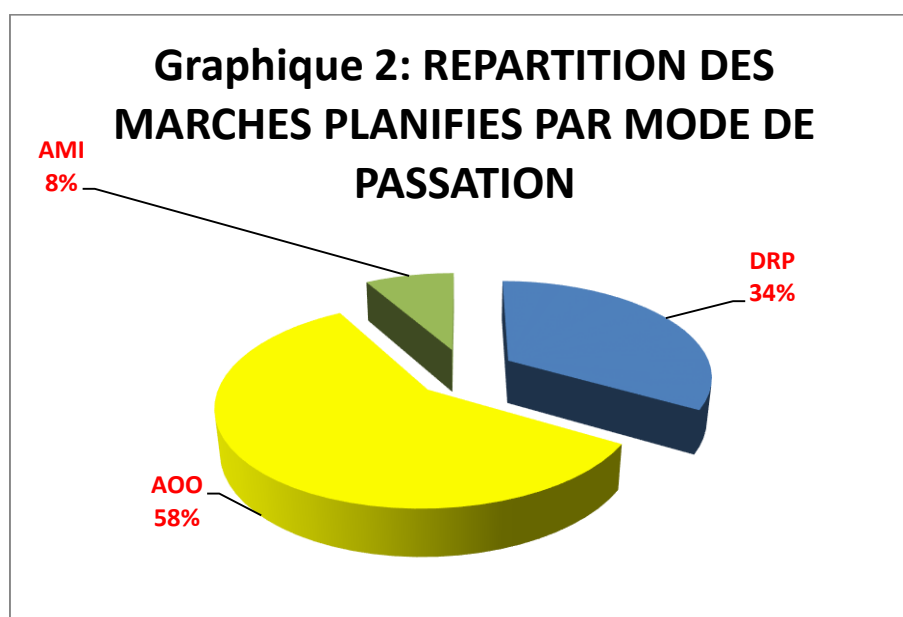


Tableau 2 : REPARTITION DES MARCHES PLANIFIES PAR MODE DE PASSATION ET PAR DIRECTION

DIRECTIONS	DRP	AOO	AMI	TOTAL
DAGE	9	1	0	10
DEM	2	10	2	14
DH	1	10	1	12
TOTAUX	12	21	3	36

Source: Mission d'audit



Sur la base des marchés planifiés dans le PPM 2013 et la liste des marchés passés fournie par la CPM, la mission a établi le taux d'exécution du PPM.

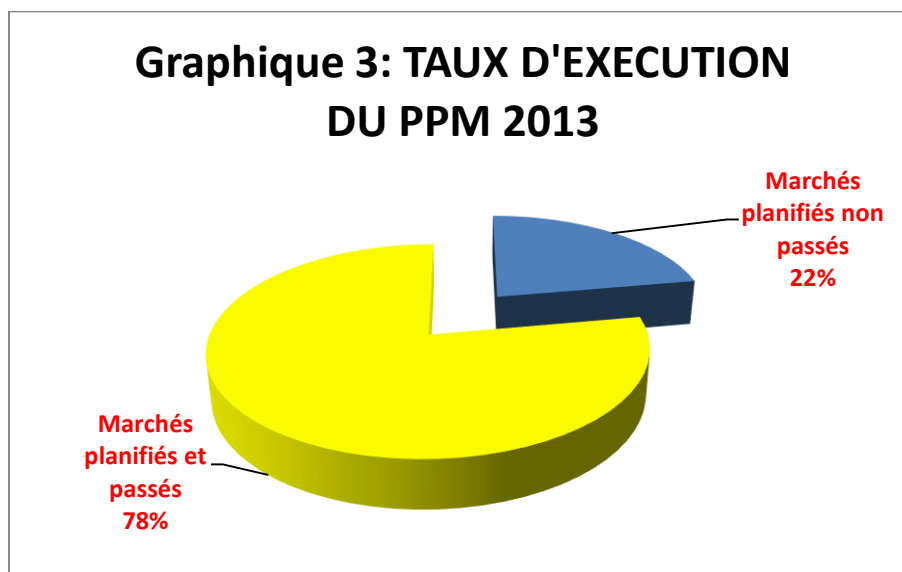
Tableau 3 : TAUX D'EXECUTION DU PPM 2013

DIRECTIONS	NOMBRE DE MARCHES PREVUS*	NOMBRE DE MARCHES PASSES	TAUX D'EXECUTION DU PPM (%)
DAGE	10	10	100
DEM	14	9	64
DH	12	9	75
TOTAUX	36	28	78

Source: Mission d'audit

* Suivant la version 15 du 15/11/2013 du PPM

Il découle de ce tableau que les marchés planifiés ont été passés à hauteur de 78% comme le montre le graphique ci-dessous. Le nombre élevé de marchés planifiés et non passés (22%) enseigne que le MHA doit être plus rigoureux dans le processus de planification. Cette rigueur dans la planification est notée pour la DAGE qui a eu à passer 100% de ses marchés planifiés. Aussi bien la DEM (64%) que la DH (75%) doivent faire un effort dans ce sens. En effet, ces deux directions ont un taux d'exécution du PPM inférieur à la moyenne de 78%.

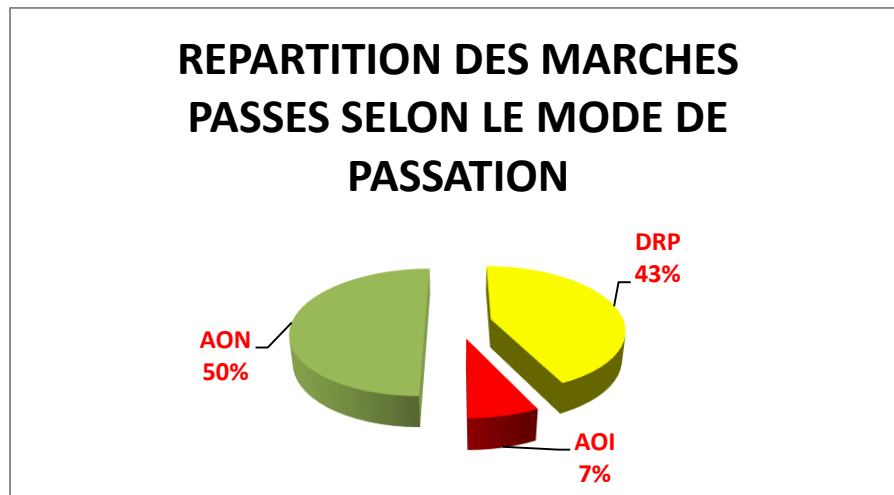


Le tableau ci-dessous fait la répartition des marchés passés par direction selon le mode de passation des marchés

Tableau 4 : Répartition des marchés passés par Direction et par mode de passation

DIRECTIONS	NOMBRE DE MARCHES PASSES	Répartition par mode de passation				
		ED	DRP	AOI	AON	AMI
DAGE	10	0	9	1	0	0
DEM	9	0	1	0	8	0
DH	9	0	2	1	6	0
TOTAUX	28	0	12	2	14	0

Source: Mission d'audit



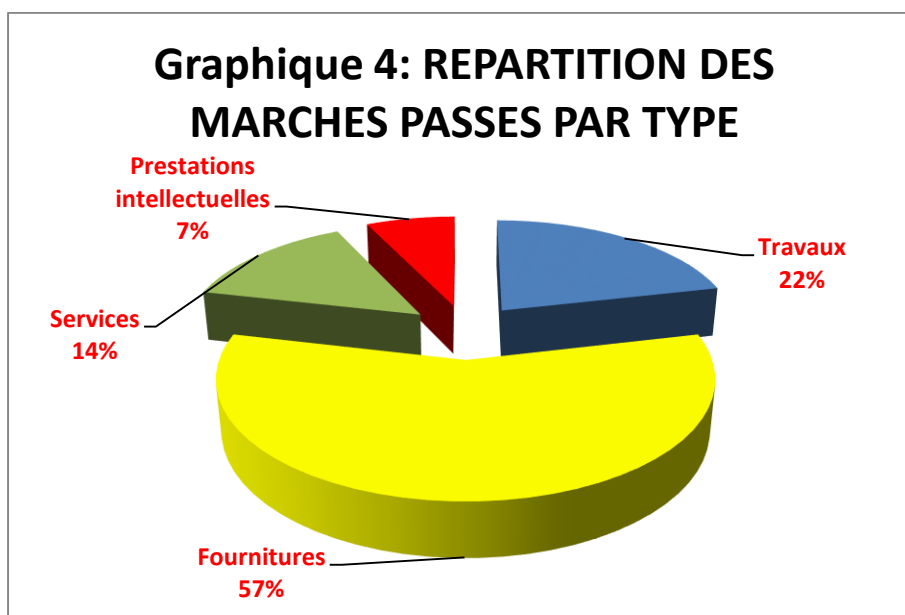
La mission a noté qu'aucun marché n'a fait l'objet d'une entente directe. Le nombre élevé de marchés passés par AON (50%) et par DRP (43%) fait penser que les entrepreneurs et fournisseurs nationaux ont été les principaux titulaires des marchés passés par le MHA. Notons que 75% des marchés passés par DRP ont été le fait de la DAGE.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des marchés passés par direction selon leur nature

Tableau 5 : Répartition des marchés passés par Direction et par nature

DIRECTIONS	NOMBRE DE MARCHES PASSES	Répartition par nature de marchés			
		Travaux	Fournitures	Services	Prestations intellectuelles
DAGE	10	0	9	1	0
DEM	9	1	4	3	1
DH	9	5	3	0	1
TOTAUX	28	6	16	4	2

Source: Mission d'audit



La principale observation tirée par la mission est que les investissements ne représentent que 22% des acquisitions du MHA. La DH a réalisé 83% de ces investissements.

Le nombre de marchés passés étant supérieur à 10, la mission a procédé à un échantillonnage final des marchés à contrôler.

Cet échantillon final a doublé les minima stipulés par les TDR :

- ✓ au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- ✓ au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- ✓ au moins 25 % des DRP ;
- ✓ 100 % des marchés par entente directe ;

Tableau 6 : ECHANTILLONNAGE

Marchés passés	Nombre	%	Echantillon minimal	Marchés à contrôler
Entente directe	0	100%	0	0
DRP	13	25%	3	6
Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP	5	15%	1	2
Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation	11	25%	3	6
TOTAL	29	-	07	14

Source: Mission d'audit

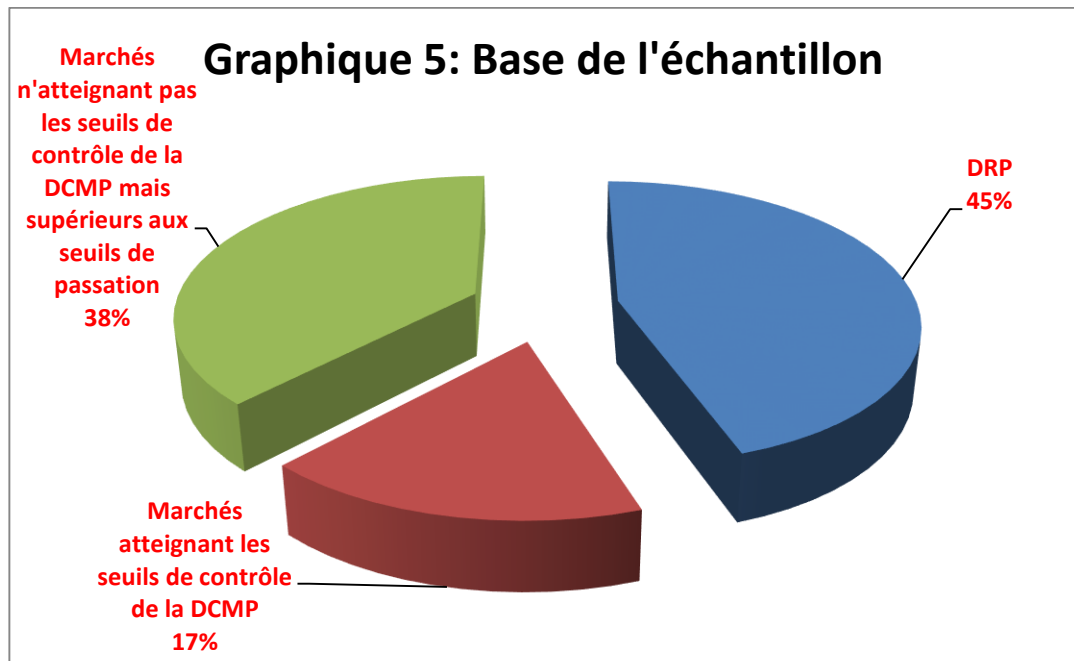


Tableau 7 : Répartition des marchés à contrôler par Direction

DIRECTIONS	Répartition des marchés à contrôler				TOTAL
	ED	DRP	Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP	Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation	
DAGE	0	3	0	1	4
DEM	0	1	1	3	5
DH	0	2	1	2	5
TOTAUX	0	6	2	6	14

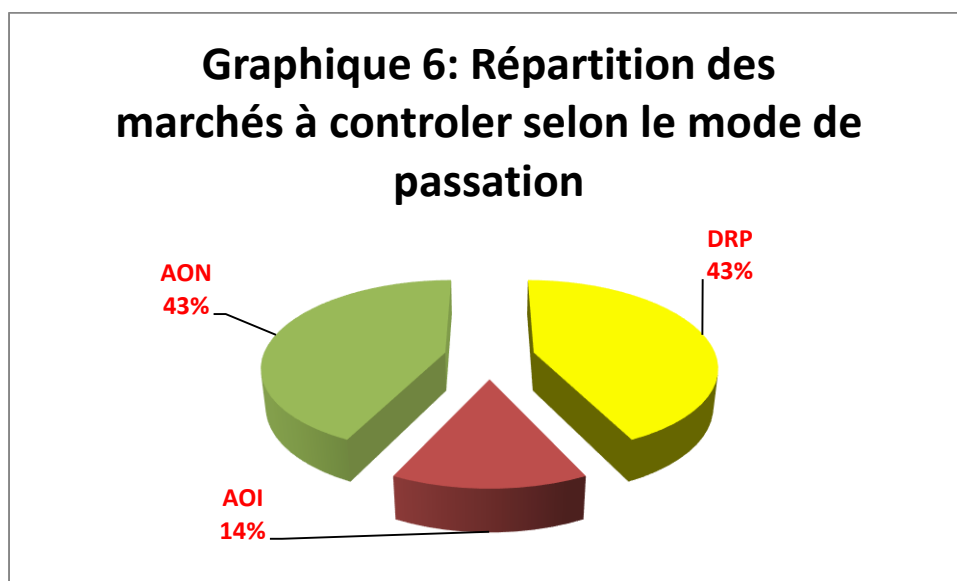
Source: Mission d'audit

Le tableau ci-dessous donne la répartition des marchés à contrôler par direction et par mode de passation.

Tableau 8 : Répartition des marchés à contrôler par direction et par mode de passation.

DIRECTIONS	Répartition par mode de passation				
	DRP	AOI	AON	AMI	TOTAL
DAGE	3	1	0	0	4
DEM	1	0	4	0	5
DH	2	1	2	0	5
TOTAUX	6	2	6	0	14

Source: Mission d'audit



En s'appuyant sur ces éléments la liste des marchés à auditer a été la suivante :

Tableau 9 : Marchés à contrôler par Direction

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT

Objet du marché	Type de marché¹	Mode de passation	Lancement	Attribution provisoire	DATE Souscription	Approbation	Titulaire	Montant F.CFA TTC
Acquisition de Mat informatique de bureau	Fournitures	DRP	10/10/13	31/10/2013			JUMOU INFORM	13 927 808
Acquisition de fourniture et Matériels de bureau	Fournitures	DRP	02/04/13	15/04/2013	06/11/ 2013	31/10/2013	GIE LE CAP VERT	13 982 646
Acquisition de consommables informatiques	Fournitures	DRP		20/03/2013	20 mars 2013.	20/03/2013	JUMOU INFORM	9 980 440
Acquisition de trois véhicules	Fournitures	AOO	16/08/13	30/09/2013	18/11/2013	18/11/2013	CCBM INDUSTRIE S	31 500 000

ND : non disponible

Tableau 9 : Marchés à contrôler par Direction (suite)

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

Objet du marché	Type de marché ²	Mode de passation	Lancement	Attribution provisoire	DATE		Titulaire	Montant .CFA TTC
					Souscription	Approbation		
Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration	Travaux	AON	26/04/2013	18/06/13	12/08/13	13/09/2013	CSCO	99 152 700
Réalisation de 30 forages d'eau	Travaux	AON	06/03/2013	24/04/13	18/06/13	12/07/13	HENAN CHINE	985 897 080
Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital de ouakam	Travaux	DRP	06/06/2013	25/06/13	27/06/13	02/07/2013	ENTEC	24 870 000
Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration	Prestations intellectuelles	DRP	17/04/2013	17/05/2013	Contrat non présenté	02/05/2013	CSCO	19 200 027
Fourniture de 12 électropompes	Fournitures	AO	05/09/2013	06/11/2013	20/01/2014	22/01/2014	SOMAPH Y WEWT AFRICA	95 286 823

Tableau 9 : Marchés à contrôler par Direction (suite)

DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE

Objet du marché	Type de marché ³	Mode de passation	Lancement	Attribution provisoire	DATE		Titulaire	Montant F.CFA TTC
					Souscription	Approbation		
Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	Travaux	Appel d'offres national	08/05/13	25/06/13	01/08/2013	23/09/2013	Lot 1 :ECORE Lot 2 : GIE SENEPRESCO	299.187.820 185 165 600
Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	Fourniture	AON	30/03/13	10/05/13	11/06/13	21/06/2013	CSCO	86 600 000
Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	Fourniture	Appel d'offres national	08/05/13	15/07/13	16/08/13	28/08/2013	CIPA	53 808 000

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Location de camions-citernes Magal de TOUBA 2013	SERVIC E	Appel d'offres national	08/05/13	01/07/13	26/08/2013	23/09/2013	SN-DIT-ENTRACOM	126 059 872
Objet du marché	Type de marché ⁴	Mode de passation	Lancement	Attribution provisoire	DATE		Titulaire	Montant F.CFA TTC
					Souscription	Approbation		
Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFOR du PEPAM BA	PI	DRP	18/06/13	22/07/13	13 juillet 2013	13/07/2013	Mouhamed WADE	9 400 000 HT

7.6.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :

Conformément à l'article 53 du code, les seuils de passation applicables au MHA sont :

- Marchés de travaux : 25 Millions ;
- Marchés de services et fournitures courantes : 15 Millions ;
- Marchés de prestations intellectuelles : 25 Millions.

7.6.3 Marchés conclus par AOO :

Au total sur les 28 marchés passés par le MHA au cours de l'exercice 2013, les 16 l'ont été par appel d'offres ouverts. Soit un taux de 57%. Pour les 8 marchés passés par AOO examinés par la mission la situation se présente comme suit.

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :

- **Réalisation de 30 forages d'eau en 2 lots**

Réalisation de 30 forages en milieu rural Lot 1 : T1076/13 <ul style="list-style-type: none">- Souscrit le : 18 juin 2013- Approuvé le : 12 juillet 2013- Notifié le : 24 juillet 2013- Délai d'exécution : 10 mois Lot 2 : 1946/13 <ul style="list-style-type: none">- Souscrit le : 17 septembre 2013- Approuvé le : 21 octobre 2013- Notifié le : 24 octobre 2013- Délai d'exécution : 10 mois		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Lot 1 : Réalisation de 15 forages en milieu rural	HENAN CHINE Sénégal sa, Km 22 Route de Rufisque, Tél. : 33 820 03 29, Fax : 33 820 03 36, NINEA : 0101048 2G3.	985 897 080
Lot 2 : Réalisation de 15 forages en milieu rural	HENAN CHINE Sénégal sa, Km 22 Route de Rufisque, Tél. : 33 820 03 29, Fax : 33 820 03 36, NINEA : 0101048 2G3.	1 110 964 100

- Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP
- Ce marché n'a pas été spécifiquement mentionné dans l'avis général, toutefois la réalisation de forages y a été citée
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Les supports de publication de l'AO n'ont pas été transmis à la mission
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 08 avril 2013 à 10H, en présence des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires
- Il n'a pas été fait mention d'offres reçues en retard
- Un comité technique a été mis en place pour procéder à l'évaluation comparative des offres
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été celle nommée par arrêté N° 004633 du 02 04 2013. Il faut préciser que le deuxième membre a été représenté par son suppléant
- Les documents attestant de la transmission du Procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- L'offre évaluée la moins-disant, celle du soumissionnaire ESCI, n'a pas été retenue du fait d'un manque d'expérience, des moyens matériels proposés sans détail et des moyens humains non conformes. Henan Chine constitue le deuxième moins disant qui a présenté un dossier conforme pour l'essentiel et répondant aux critères de qualification
- Les critères de qualification ont été pris en compte : il s'agit de l'expérience spécifique, de la situation financière, de la capacité technique et du chiffre d'affaires.
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 16 jours. Date d'ouverture des offres : 08 avril 2013 à 10H. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 24 avril 2013 à 16H.
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication
- L'attribution provisoire a été publiée dans le journal « le Soleil » du 23 mai 2013
- Les mentions incluses dans l'Avis d'attribution provisoire ont été conformes au modèle de l'ARMP. Il est à préciser que c'est l'article 83 alinéa 3 du code de 2011 qui fait mention de la publication d'un avis d'attribution provisoire et non l'article 81 alinéa 3 comme indiqué dans l'avis publié dans le Soleil
- Le marché lot 2 ne nous a pas été transmis. Il ne nous a été remis qu'une copie du contrat de marché pour le lot 1.
- La garantie de soumission de 18 000 000 F CFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par le Ministre Délégué auprès, du Ministre de l'Economie et des Finances, Chargé du budget, comme stipulé à l'article 29 du code pour les marchés de l'Etat supérieurs à 100 000 000 F CFA, à la date du 12 juillet 2013
- Le marché a été présenté à l'approbation 41 jours après sa publication provisoire au lieu des 15 jours ; date de soumission à l'approbation : 04 juillet 2013 et date de publication attribution provisoire : 23 mai 2013
- Le délai observé pour l'approbation a été de 8 jours. Date de soumission : 04 juillet 2013. Date d'approbation : 12 juillet 2013.

- Le marché a été notifié par la DCMP à la date du 24 juillet 2013
- Une lettre de notification de l'attribution provisoire adressée aux soumissionnaires non retenus nous a été présentée ; toutefois, il n'y figure pas les accusés de réception.
- Le document relatif à la publication de l'attribution définitive ne nous a pas été transmis.
- Publication de l'attribution définitive non faite
- Ce marché a atteint les seuils de contrôle fixé à l'article 140 du code. La DCMP a par courrier du 17 mai 2013 donné un avis de non objection relatif à l'attribution provisoire du marché à Henan Chine Sénégal. La DCMP a par courrier N° 003569/MEF/DCMP/11 du 4 juillet 2013 émis un avis de non objection sur le projet de marché du lot 1. La DCMP a par courrier N° 005517 MEF/DCMP/59 du 08 octobre 2013 émis un avis de non objection sur le projet de marché du lot 2.
- La garantie de bonne exécution pour le lot 1 a été fournie, elle est établie par le Crédit du Sénégal dans la limite de 49 294 854 F CFA à la date du 05 aout 2013. La garantie de restitution d'avance pour le lot 1 a été fournie, elle est établie par le Crédit du Sénégal dans la limite de 197 179 416 F CFA à la date du 05 aout 2013
- La garantie de bonne exécution pour le lot 2 a été fournie, elle est établie par le Crédit du Sénégal dans la limite de 55 548 205 F CFA à la date du 11 novembre 2013. La garantie d'avance de démarrage pour le lot 2 a été fournie, elle est établie par le Crédit du Sénégal dans la limite de 222 192 820 F CFA à la date du 11 novembre 2013.
- La retenue de garantie a été établie par le Crédit du Sénégal dans la limite de 49 294 854 F CFA pour le lot 1 à la date du 05 aout 2013
- Plusieurs PV de réception ont été établis pour des forages réalisés dans le milieu rural. Les dates des PV de réception couvrent la période allant du mois d'aout 2013 au mois de mars 2014.
- Les PV de réception définitive ne nous ont pas été présentés pour les lots 1 et 2.
- Description de la situation des paiements

Lot 1

Certificat de paiement (CP) N°1 de 197 179 416 F CFA du 21/11/2013

Avance de démarrage lot 1 ;

CP N°2 de 574 235 790 F CFA du 11/12/2013 pour le lot 1;

CP N°3 de 209 177 184 F CFA du 27/03/2014 pour le lot1.

Lot 2

CP N°1 de 222 192 820 F CFA du 21/11/2013 pour le lot 2 ;

CP N°2 de 137 807 180 F CFA du 11/12/2013 pour le lot 2 ;

CP N°3 de 342 486 740 F CFA du 13/06/2014 pour le lot 2 ;

CP N°4 de 400 277 830 F CFA du 17/07/2014 pour le lot 2.

- Le marché n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Publier obligatoirement les avis d'appel d'offres
- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Classer régulièrement tout Contrat
- Respecter le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation
- Faire accuser de réception des lettres d'information des candidats non retenus
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché

- **Fourniture de 12 électropompes et 13 groupes électrogènes**

- N°008/2013/MHA/DH FOURNITURE DE 12 ELECTROPOMPES ET DE 13 GROUPES ELECTOGENES - Souscrit le : 20 Janvier 2014 - Approuvé le 22 Janvier 2014 - Notifié le : 04 Février 2014 - Délai de livraison : 02 mois		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
FOURNITURE DE 12 ELECTROPOMPES ET DE 13 GROUPES ELECTOGENES	SOMAPHY WEST AFRICA S.A	95 286 823

- Le marché est-il mentionné dans le PPM transmis à la DCMF
- Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante publié dans le journal « LE SOLEIL » du 05 septembre 2013
- Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché.
- L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 5 septembre 2013
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation sont prises en compte
- L'ouverture des offres faite publiquement a été conforme à la réglementation ; une note de service portant renouvellement de la commission des marchés du MHA/DH pour la gestion 2013 a été faite le 17/01/2013 N°00299
- Les documents attestant de la transmission du Procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis

- L'offre évaluée la moins disant a été pour l'entreprise EQUIP PLUS.
- Mais l'offre retenue correspond au 2ème moins disant. En effet après attribution la première à EQUIP PLUS, ce dernier n'arrivant pas à fournir les pièces administratives manquantes ; raison pour laquelle le marché est attribué à nouveau à l'entreprise SOMAPHY WEST AFRICA SA. L'entreprise MANIF GROUP SA a été le seul candidat éliminé au moment de l'évaluation préliminaire des offres pour cause de non-conformité et manque de garantie de soumission
- Les critères de qualification ont bien été pris en compte
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 3 mois. Date d'ouverture des offres : 23 Octobre 2013 à 10h 00 GMT. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 22 Janvier 2014
- L'attribution provisoire du marché a fait l'objet de publication
- La publication a été faite dans le journal « LE SOLEIL » du 20/12/2013.
- Les mentions de l'avis d'attribution provisoire du marché sont conformes au modèle de l'ARMP
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 2 000 000 FCFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par l'autorité compétente
- Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été respecté. Date de soumission à l'approbation : 22 janvier 2013. Date d'approbation effective : 22 janvier 2013
- Le marché a fait l'objet de notification écrite le 04 février 2014
- L'attribution définitive du marché n'a pas fait l'objet de publication
- L'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres est donné par lettre N°004572/MEF/DCMP/BCS/10 du 20 AUG 2013
- L'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et PV d'attribution provisoire est donné par lettre N°006711/MEF/DCMP/54 du 16 Décembre 2013
- La réception définitive n'a pas été effectuée dans les délais prévus. De ce fait l'Agence Belge de Développement a décidé de résilier le contrat puisque ce marché financé par la convention spécifique du projet a été clôturé depuis le 30 Avril 2014
- Demande de résiliation de marché F-0095/14 du 22 janvier 2014 relatif à la fourniture de 12 électropompes et 13 groupes électrogènes N°00122/MHA/DH-rt du 12 février 2015. Mises en demeure n°1, 2 ET 3. Lettre CTB en date du 30/01/2015
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours
- L'exécution du marché n'a pas fait l'objet de litiges
- Les paiements n'ont pas été effectués dû fait de la résiliation du contrat
- Les informations confirmant si les remboursements ont été effectués après résiliation du contrat n'ont pas été fournies puisque l'Agence Belge tenait sa propre comptabilité

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché.

- **Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural**

Marché N°00/2013/MHA/DH TRAVAUX D'EXTENSION ET DENSIFICATION DU RESEAU D'AEP ET DE REALISATION DE BRANCHEMENTS PARTICULIERS EN MILIEU RURAL - Souscrit le : 1 Aout 2013 - Approuvé le 23 Septembre 2013 - Notifié le : 07 Octobre 2013 - Délai de livraison : 10 mois Montant du marché : 484 353 420 F CFA TTC		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Lot 1 : travaux d'extension et densification du réseau d'AEP en milieu rural	ECORE, Hann Mariste N°38 bis Email secore.sa@gmail.com	299 187 820
Lot 2 : réalisation de branchements particuliers en milieu rural	SENEPRESCO, Parcelles Assainies U1 N°388 BP: 1203 Dakar	185 165 600

- Le marché est-il mentionné dans le PPM 2013 transmis à la DCMF
- Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 08 et 09 mai 2013. Date de publication initiale « Le SOLEIL du 15 Janvier 2013 Edition N°12791
- Le Dossier d'Appel d'Offres est pertinent et conforme au modèle fourni par l'ARMP
- L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » des 08 et 09 mai 2013
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation sont prises en compte
- L'ouverture des offres faite en séance publique a été conforme à la réglementation
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été créée par note de service portant renouvellement de la commission des marchés du MHA/DH pour la gestion 2013 a été faite le 02/04/2013 N°004633
- Les documents attestant de la transmission du Procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins disant et dont le candidat répond aux critères de qualification. L'offre évaluée la moins disant pour le lot N°1 a été pour l'entreprise Ecore qui a fait une proposition de 299 187 820 F CFA TTC. L'offre évaluée la moins disant pour le lot N°2 a été pour l'entreprise SENEPRESCO avec une proposition de 185 165 600 F CFA TTC.
- Les critères de qualification ont bien été pris en compte
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 3 mois 27 jours. Date d'ouverture des offres : 11 juin 2013 à 10h 10. Date d'approbation du marché : 07 octobre 2013
- L'attribution provisoire du marché a fait l'objet de publication

- Publication dans le journal « LE SOLEIL » mais la date n'apparaît pas.
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission requise est prise en comptes : Lot1 : 15 000 000 FCFA et Lot2 : 6 000 000 F CFA
- Le marché a été approuvé le 07 octobre 2013 par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement
- La date de soumission à l'approbation n'est pas indiquée
- Le marché a fait l'objet de notification écrite. Le lot1 N°00948/MHA/DEM/lk du 30 juillet 2013 et le lot1 N°00947/MHA/DEM/lk du 30 juillet 2013
- L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication
- L'Avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres est donné par lettre N°002120/MEF/DCMP/16 du 25 avril 2013
- L'Avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et PV d'attribution provisoire est donné par lettre N°003673/MEF/DCMP/39 du 09 juillet 2013
- Les garanties ont été fournies
- Le PV de la réception définitive des travaux n'a pas été fourni
- Les paiements ont été effectués par des titres de créance. Lot1 : bon d'engagement N°13-760518 d'un montant de 299 187 820 F CFA à l'entreprise ECORE, Référence de la facture du 10/12/2013 N°07/13. Lot2 : bon d'engagement N°13-760519 d'un montant de 185 165 600 F CFA à l'entreprise SENEPRESCO, Référence de la facture du 10/12/2013 N°185/2013
- le bon d'engagement du lot 2 a été annulé après notification au fournisseur en 2013 mais ce lot fut exécuté en 2014, le bon d'engagement est le 955201 (pas de visa de COF et de l'ordonnateur délégué)
- La procédure de passation n'a pas l'objet de recours
- L'exécution du marché n'a pas fait l'objet de litiges
- L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication
- Le PV de la réception définitive des travaux n'a pas été fourni

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché

- **Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural**

Marché N°001/2013/MHA/DEM FOURNITURE ET POSE DE COMPTEURS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION AU NIVEAU DES POINTS D'EAU Souscrit le : 11 Juin 2013 -Approuvé le 21 Juin 2013 -Notifié le : non fournie - Délai de livraison : 09 mois		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
FOURNITURE ET POSE DE COMPTEURS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION AU NIVEAU DES POINTS D'EAU	Entreprise Carrefour Sénégalais de la Construction (CSCO) Marché Ocass, BP : 57 Touba, (Sénégal) Tél : 33 978 34 65	86 600 000

- Le marché est-il mentionné dans le PPM 2013 transmis à la DCMF
- Le marché est-il mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 30 mars 2013
- Le Dossier d'Appel d'Offres est pertinent et conforme au modèle fourni par l'ARMP
- L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 30 mars 2013
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation sont prises en compte
- L'ouverture des offres faite en public a été conforme à la réglementation
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été créée par note de service portant renouvellement de la commission des marchés du MHA/DH pour la gestion 2013 a été faite le 02/04/2013 N°004633
- Les soumissionnaires n'ont pas été informés de l'attribution provisoire du Marché
- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins disant et dont le candidat répond aux critères de qualification. L'offre évaluée la moins disant a été pour l'entreprise GIE SENEPRESCO a fait une proposition de 80 004 000 F CFA TTC mais après correction et rabais inconditionnels, son offre devient 100 629 000 F CFA TTC. Mais l'offre retenue correspond au 2ème moins disant. En effet après correction et rabais inconditionnels, son offre devient la première moins disante (86 600 000 F CFA TTC) raison pour laquelle le marché est attribué à nouveau à l'entreprise Entreprise Carrefour Sénégalais de la Construction (CSCO).
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 2 mois 21 jours ; date d'ouverture des offres : 30 avril 2013 à 10h 10 et date d'approbation du marché : 21 juin 2013
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication
- Publication dans le journal « LE SOLEIL » du 25/05/2013
- Les mentions de l'avis d'attribution provisoire sont conformes au modèle fourni par l'ARMP

- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 8 000 000 FCFA est prise en compte :
- Le marché a été approuvé le 21 juin 2013 par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement
- Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation a été respecté. Date de soumission à l'approbation : 11 juin 2013. Date d'approbation effective : 21 juin 2013
- Le marché n'a fait l'objet d'aucune notification écrite
- L'Avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel d'Offres est donné par lettre N°001363/MEF/DCMP/18 du 22 Mars 2013
- L'Avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et PV d'attribution provisoire est donné par lettre N°002669/MEF/DCMP/31 du 22 Mai 2013
- L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication
- Le PV de la réception définitive des travaux n'a pas été fourni
- Le marché n'a pas été exécuté
- La procédure de passation n'a pas l'objet de recours

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Informer obligatoirement les candidats non retenus de la suite de l'évaluation
- Faire accuser de réception des lettres d'information des candidats non retenus
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché

• Location de camions-citernes Magal de TOUBA 2013

Marché N°002/MHA/DEM LOCATION DE CAMION-CITERNE POUR LE MAGAL DE TOUBA DECEMBRE 2013 - Souscrit le 26 Aout 2013 - Approuvé le 23 Septembre 2013 - Notifié le : 30 Octobre 2013 - Délai de livraison : 10 jours		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
LOCATION DE CAMION-CITERNE POUR LE MAGAL DE TOUBA DECEMBRE 2013	SN DIT ENTRACOM, Face Gare routière Colobane N°20117 Dakar Thiaroye	126 059 872 Montant du marché effectivement exécuté : 63 029 936

- Le marché est-il mentionné dans le PPM 2013 transmis à la DCMP
- Le Dossier d'Appel d'Offres est pertinent et conforme au modèle fourni par l'ARMP
- L'Avis d'AO a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 15 Janvier 2013
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation sont prises en compte
- L'ouverture des offres faite en séance publique a été conforme à la réglementation
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été créée par note de service portant renouvellement de la commission des marchés du MHA/DH pour la gestion 2013 a été faite le 02/04/2013 N°004633
- Il n'existe pas de documents attestation de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires
- L'offre évaluée la moins disant a été celle de l'entreprise INTERNATIONAL COMPAGNY of TRADE and SERVICES (ICTS) SARL (119 534 000 F CFA TTC) mais celle n'a pas été retenue pour cause de non authenticité des documents fournis. Mais l'offre retenue correspond au 2ème moins disant. En effet « SN-DIT-EN.TRA.COM » a effectivement réalisé des prestations similaires pour le compte de la DEM lors de Magal à Touba et de Gamou à Tivaouane (rapport d'évaluation).
- L'entreprise ETS ABDOULAYE FAYE a été le seul candidat éliminé au moment de l'évaluation des offres pour cause de manque de caution de garantie de soumission
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 2 MOIS. Date d'ouverture des offres : 22 Mai 2013 à 10h 10. Date d'approbation du marché : 23 Septembres 2013
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 16/07/2013.
- Les mentions de l'avis d'attribution provisoire du marché sont conformes à celles du modèle de l'ARMP
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- Les garanties requises sont-elles prises en compte. Garantie de soumission 2 000 000 FCFA
- Le marché a été approuvé par le Ministre délégué auprès du Ministère de l'économie et des finances est datée du 23 Septembre 2013
- La date de soumission à l'approbation n'est pas indiquée
- Le marché a fait l'objet de notification écrite le 03 Octobre 2013.
- L'attribution définitive du marché n'a pas été publiée
- L'Avis de la DCMP sur le dossier d'Appel d'Offres est donné par lettre N°001704/MEF/DCMP/58 du 08 Avril 2013
- L'Avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et PV d'attribution provisoire de la DCMP n'a pas été fourni mais en lieu et place nous avons la lettre d'approbation de projet de marché N°004940/MEF/DCMP/04 du 106 Septembre 2013
- Il n'existe pas de PV de réception bien que l'Autorité contractante est allée sur le terrain pour la vérification des prestations effectives
- Le MEF a effectué trois (03) paiements du marché relatif à la location de camion-citerne pour le Magal de Touba 2013 :
 - ✓ Paiement du décompte N°01 d'un montant de 23 029 936 FCFA par chèque du trésor public N°0173208 du 03/12/2013

- ✓ Paiement du décompte N°01 d'un montant de 20 000 000 FCFA par chèque du trésor public N°0173210 du 03/12/2013
- ✓ Paiement du décompte N°01 d'un montant de 20 000 000 FCFA par chèque du trésor public N°0173209 du 03/12/2013
- le montant des paiements effectués par le MEF pour l'entreprise « SN DIT ENTRACOM » est largement inférieur au montant prévu dans l'acte d'engagement. (126 059 872 F CFA) par ce que le marché n'était pas exécuté entièrement, la DEM a payé seulement 63 029 936 F CFA (voir Certificat administratif signé par le DEM Modou MBAYE, ni numéroté, ni daté) qui représente le taux d'exécution du marché correspondant au montant des trois (03) chèques.
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours.

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Informer obligatoirement les candidats non retenus de la suite de l'évaluation
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché
- Respecter le délai d'approbation du marché

Examen préalable du DAO :

Marchés	Type de marché	Examen du DAO	
		Montant prévisionnel	Seuil de contrôle DCMP
DH			
Réalisation de 30 forages d'eau	Travaux	1 900 000 000	250 000 000
Fourniture de 12 électropompes	Fournitures	200 000 000	150 000 000
DEM			
Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	Travaux	775 000 000	250 000 000
Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	Fournitures	275 000 000	150 000 000
Location de camions-citernes Magal de Touba 2013	Services	150 000 000	150 000 000

Examen du rapport d'analyse et proposition d'attribution

Marchés	Type de marché	Examen du rapport d'analyse	
		Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
DH			
Réalisation de 30 forages d'eau	Travaux	985 897 080	100 000 000
Fourniture de 12 électropompes	Fournitures	95 286 823	40 000 000
DEM			
Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	Travaux	485 356 420	100 000 000
Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	Fournitures	53 808 000	40 000 000
Location de camions-citernes Magal de Touba 2013	Services	126 059 872	40 000 000

Examen juridique et technique du projet du marché

Marchés	Type de marché	Examen juridique et technique	
		Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
DH			
Réalisation de 30 forages d'eau	Travaux	985 897 080	800 000 000

Ces marchés dont les seuils de contrôle a priori de la DCMP sont atteints, des demandes d'ANO ont été adressés à cette dernière. Pour certains dossiers plusieurs va et vient entre le MHA et la DCMP ont été relevés.

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Le tableau ci-dessous fait le point sur les dossiers ayant fait l'objet de contrôle a priori de la DCMP.

Marché	ANO Examen préalable du DAO	ANO Examen du rapport d'analyse et proposition d'attribution	ANO Examen juridique et technique du projet du marché	Observations
DH				
		Courrier du 17 mai 2013	N° 003569/MEF/DCMP/11 du 4 juillet 2013 Lot 1 et N° 005517 MEF/DCMP/59 du 08 octobre 2013 pour le Lot 2	
Réalisation de 30 forages d'eau Lot 1				
Fourniture de 12 électropompes	lettre N°004572/MEF/DCMP /BCS/10 du 20 AUG 2013	lettre N°006711/MEF/DCMP/54 du 16 Décembre 2013	N/A	
DEM				
Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	lettre N°002120/MEF/DCMP /16 du 25 Avril 2013	lettre N°003673/MEF/DCMP/39 du 09 Juillet 2013	N/A	
Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	Lettre non disponible	N°004107/MEF/DCMP/48 du 25 juillet 2013	N/A	

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

	lettre	N°004940/MEF/DCMP/04 du 106	N/A
	N°001704/MEF/DCMP	Septembre 2013	
Location de camions-citernes	/58 du 08 Avril 2013		
Magal de Touba 2013			

Recommandation :

La mission n'a pas fait de recommandations à ce niveau.

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :

- **Acquisition de trois véhicules 4X4 PICK UP Double Cabine**

N°F2228/13 Acquisition de trois véhicules 4X4 PICK UP Double Cabine <ul style="list-style-type: none">- Souscrit le : 18 novembre 2013- Approuvé le : 18 novembre 2013- Notifié le : 25 novembre 2013- Délai d'exécution : 30 jours après notification du contrat		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Acquisition de trois véhicules 4X4 PICK UP Double Cabine	CCBM INDUSTRIES, Avenue Lamine Gueye Prolongée x Rue Marchand, Tél. : 33 849 65 49, Fax : 33 842 18 17, RC : SN DKR 2008 B 747, NINEA : 28442742G3.	31 500 000

Après vérification, la mission a relevé les constats suivants :

- Le marché est inscrit dans le PPM de 2013 publié par la DCMP
- Ce marché n'a pas été spécifiquement mentionné dans l'avis général, toutefois la fourniture de véhicules y a été citée
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- L'avis d'appel d'offres a été publié dans le journal le « Soleil » du 16 juin 2013
- Les mentions requises de l'Avis d'AO par la réglementation ont été prises en compte :
- Le délai pour le dépôt des offres d'un appel d'offre national de 30 jours a été respecté ; date de lancement le : 16 août 2013, date limite de dépôt le : 20 septembre 2013 à 10H, soit 34 jours
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 20 septembre 2013 à 10H, en présence des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires
- Il n'a pas été fait mention d'offres reçues en retard
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été celle nommée par arrêté N° 004633 du 02 04 2013. Il faut préciser que le deuxième membre a été représenté par son suppléant

- Les documents attestant de la transmission du Procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- La conformité des offres a été vérifiée et l'offre la moins-disant a été retenue
- Les critères de qualification ont été pris en compte : il s'agit de l'expérience, de la capacité financière et technique, et des conditions d'utilisation. Les pièces fournies ont été vérifiées et prises en compte dans le cadre de l'évaluation.
- Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 10 jours. Date d'ouverture des offres 20 septembre 2013 à 10H. et date d'approbation du rapport d'évaluation : 30 septembre 2013 à 15H
- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication
- L'annonce est parue dans le journal le « Soleil » du 10 octobre 2013
- Les mentions de l'avis d'attribution provisoire ont été conformes
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 1 000 000 F CFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, comme stipulé à l'article 29 du code, à la date du 18 novembre 2013
- Le marché a été présenté à l'approbation deux jours avant la publication provisoire. Date de soumission à l'approbation : 08 octobre 2013 et Date de publication attribution provisoire : 10 octobre 2013
- Le délai observé pour l'approbation a été de 40 jours ; date de soumission : 08 octobre 2013 et date d'approbation : 18 novembre 2013
- Les soumissionnaires non retenus ont été avisés à la date du 10 octobre 2013 CCBM Automobiles et TATA Africa Sénégal
- La notification de l'attribution provisoire au candidat retenu a été établie à la date du 15 novembre 2013
- Le document attestant de la publication de l'attribution définitive ne nous a pas été transmis
- Le marché a été notifié par la DCMP le 25 novembre 2013
- Le marché n'a pas atteint le seuil requis pour l'examen des rapports d'analyse et PV d'attribution. Toutefois, la DCMP a émis un avis de non objection N°005444 MEF/DCMP/DCV/27 à la date du 03 octobre 2013.
- Le marché n'est exécuté finalement ; le financement étant tombé en fonds libres
- La procédure de passation a fait l'objet de recours, le jour même de la publication de l'avis d'attribution provisoire à savoir le 10 octobre 2013.
- Le grief soulevé par TATA Africa Sénégal est que la garde au sol du pickup double cabine du Wingle 5 proposée par l'attributaire est de 194 mm, alors que les spécifications techniques requises dans le DAO étaient de 200 mm
- La plainte de TATA a été traitée en conformité avec la réglementation en vigueur par le CRD avec la décision N°338/13/ARMP/CRD du 6 novembre 2013 qui est tout à fait pertinente

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers

- Respecter le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché.

- **Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration**

T1642/13 Travaux de réhabilitation des consommations d'eau de l'administration		
<ul style="list-style-type: none">- Souscrit le : 12 août 2013- Approuvé le : 13 septembre 2013- Notifié le : 19 juillet 2013- Délai d'exécution : 3 mois		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Travaux de réhabilitation des consommations d'eau de l'administration	Carrefour Sénégalais de le Construction (CSCO), marché Ocass, tél. : 33 978 34 65, 33 978 04 92, Fax : 33 978 03 03, RC : SN DBL 2009C 1365, NINEA : 004093936.	99 152 700

- Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP
- Ce marché n'a pas été spécifiquement mentionné dans l'avis général, toutefois la réhabilitation de réseaux d'eau potable y a été citée
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Il est également demandé dans le DAO l'attestation de paiement de la redevance de régulation
- L'avis d'appel d'offres a été publié le 26 avril 2013 dans le journal le « Soleil »
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation ont été prises en compte
- Le délai pour le dépôt des offres d'un appel d'offre national de 30 jours a été respecté. Date de lancement le : 26 avril 2013. Date limite de dépôt le : 27 mai 2013 à 10H, soit 31 jours
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 27 mai 2013 à 10H, en présence des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires
- Le formulaire de Procès-verbal d'ouverture des offres de l'ARMP non utilisé
- Le rejet du candidat « Entreprise Serigne Bassirou SARR » à l'ouverture des offres du fait de l'absence de garantie de soumission
- Un délai d'une semaine a été donné pour la fourniture des pièces administratives manquantes

- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été celle nommée par arrêté N° 004633 du 02 04 2013. Il faut préciser que le président a été représenté par son suppléant
- Les documents attestant de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis
- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins-disant et dont le candidat répond aux critères de qualification
- Des critères d'évaluation non prévus dans le DAO n'ont pas été utilisés
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 21 jours. Date d'ouverture des offres : 27 mai 2013 à 10H. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 18 juin 2013 à 12H
- L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication
- L'attribution provisoire a été publiée dans le journal le « Soleil » du 12 juillet 2013
- Il est à préciser que c'est l'article 83 alinéa 3 du code de 2011 qui fait mention de la publication d'un avis d'attribution provisoire et non l'article 85 comme indiqué dans l'avis publié dans le Soleil
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 2 000 000 F CFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement comme stipulé à l'article 29.1 du code
- Le marché a été présenté à l'approbation 50 jours après sa publication provisoire. Date de soumission à l'approbation : 02 septembre 2013. Date de publication attribution provisoire : 12 juillet 2013
- Le délai observé pour l'approbation a été de 11 jours. Date de soumission : 02 septembre 2013. Date d'approbation : 13 septembre 2013.
- La notification écrite du marché a été envoyée au titulaire à la date du 19 juillet 2013
- L'attribution définitive a fait l'objet d'une publication
- Elle a été publiée dans le Soleil du 03 octobre 2013
- Les mentions de l'attribution définitives ont été conformes au modèle de l'ARMP
- Les seuils de contrôle de la DCMP n'ont pas été atteints. Toutefois, la DCMP a émis un avis de non objection pour l'attribution provisoire du marché à la date du 05 juillet 2013 N°003595/MEF/DCMP/BCS/34. La DCMP a également émis son avis avant l'approbation du marché à la date du 28 aout 2013 N°004769/MEF/DCMP/BCS/10
- La garantie de bonne exécution a été établie par la CNCAS à la date du 2 décembre 2013 pour un montant ne dépassant pas un total de 4 957 635 F CFA
- Un PV de réception technique a été établi à la date du 28 novembre 2013 par une commission composée des membres de la Direction de l'Hydraulique. Cette commission a formulé la réception technique des travaux sans réserve après une visite contradictoire des lieux
- Il n'a pas été présenté à la mission un arrêté portant nomination des membres d'une commission de réception spécifique à la direction de l'Hydraulique
- Les paiements effectués ne nous ont pas été présentés
- Le marché n'a pas fait l'objet de litiges

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
 - Ne jamais plus rejeter un candidat à l'ouverture des plis
 - Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
 - Respecter le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation
 - Prendre un arrêté portant nomination des membres de la commission de réception spécifique à la direction de l'Hydraulique.
- **Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba**

Marché F1483/13 Fourniture d'Hypochlorite de Calcium pour la potabilisation de l'eau lors du Magal de Touba 2013 - Souscrit le : 26 aout 2013 - Approuvé le : 28 aout 2013 - Notifié le : 04 septembre 2013 - Délai d'exécution		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
Fourniture d'Hypochlorite de Calcium pour la potabilisation de l'eau lors du Magal de Touba 2013	Consortium Africain d'Industrie et de Plomberie CIPA, 18 Rue Fleurus X Grasland, 33 842 07 63, 33 823 59 23, Fax : 33 823 59 40, RC : SN DKR 2012 A 8436, NINEA : 004593564 2B1.	53 808 000

- Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP
- Ce marché n'a pas été spécifiquement mentionné dans l'avis général, toutefois la fourniture de produits de potabilisation de l'eau y a été citée
- Le dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- L'avis d'AO a été publié dans le journal le « Soleil » du 08 mai 2013
- Les mentions requises dans l'Avis d'AO par la réglementation sont prises en compte
- Le délai pour le dépôt des offres d'un appel d'offre national de 30 jours a été respecté. Date de lancement le : 08 mai 2013. Date limite de dépôt le : 10 juin 2013 à 10H, soit 32 jours
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 10 juin 2013 à 10H, en présence des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires
- Il n'a pas été fait mention d'offres reçues en retard.

- Un comité technique a été mis en place pour procéder à l'évaluation comparative des offres
- La commission ayant procédé à l'ouverture des offres a été celle nommée par arrêté N° 004633 du 02 04 2013
- Les documents attestant de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis. Il est, toutefois, porté sur la feuille de présence des soumissionnaires la mention reçu le 10 juin 2013
- La conformité des offres a été vérifiée. L'offre la moins disant, THIAM AMT, n'a pas été retenue du fait de la non-conformité de son offre liée à l'absence de document attestant de son expérience dans la fourniture d'hypochlorite de calcium, mais également liée à l'absence de documentation sur le produit pour son analyse technique. Le marché a été attribué provisoirement à CIPA car ayant présenté l'offre évaluée conforme et la moins disant
- Les critères de qualification ont été pris en compte : il s'agit de la liste des prestations de même nature, les états financiers certifiés des trois dernières années et des conditions d'utilisations
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 35 jours. Date d'ouverture des offres : 10 juin 2013 à 10H. Date d'approbation du rapport d'évaluation : 15 juillet 2013 à 9H
- Le support de publication de l'attribution provisoire ne nous a pas été présenté
- Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO
- La garantie de soumission de 1 500 000 F CFA a été prise en compte
- Le marché a été approuvé par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, comme stipulé à l'article 29.1 du code pour les marchés de l'Etat
- Le support de publication de l'attribution provisoire ne nous pas été transmis
- Les documents relatifs à la soumission du marché à l'approbation ne nous ont pas été transmis
- Le marché a été notifié par la DCMP à la date du 4 septembre 2013.
- Les notifications adressées au titulaire et aux candidats non retenus ne nous ont pas été présentées
- Les documents relatifs à la publication de l'attribution définitive ne nous ont pas été transmis
- Le seuil pour l'examen des rapports d'analyse et PV d'attribution a été atteint (art.140 du code).La DCMP a, par courrier N°004107/MEF/DCMP/48 du 25 juillet 2013, émis un avis de non objection pour l'attribution provisoire du marché à CIPA
- La garantie de bonne exécution a été établie par la BICIS à la date du 22 novembre 2013, dans la limite de 2 280 000 F CFA
- Le bordereau de livraison établi par CIPA est daté du 13 décembre 2013.
- Un PV de réception N°40 a été établi à cet effet à la date du 19 décembre 2013, ce PV est signé par les membres de la Commission de réception de la Direction de l'exploitation et de la maintenance et le Contrôleur des Opérations Financières
- La date du commencement des services est fixée à 60 jours à partir de la date de notification. La date d'achèvement prévue sera 2 jours après la première livraison
- La facture présentée par CIPA est arrêtée à 49 772 400 F CFA. Les paiements effectués ont été les suivants :
 - ✓ Chèque Trésor N°0173214 du 13/12/2013 de 7 592 400 F CFA ;
 - ✓ Chèque Trésor N°0173215 du 16/12/2013 de 22 180 000 F CFA ;
 - ✓ Chèque Trésor N°0173216 du 16/12/2013 de 20 000 000 F CFA.

- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Utiliser le formulaire de procès-verbal d'ouverture des plis de l'ARMP
- Documenter la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires avec accusé de réception de ces derniers
- Publier obligatoirement l'attribution provisoire du marché
- Documenter la soumission du marché à l'approbation
- Informer obligatoirement les candidats non retenus de la suite de l'évaluation
- Faire accuser de réception des lettres d'information des candidats non retenus
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché

Examen préalable du DAO :

Marchés	Type de marché	Examen du DAO	
		Montant prévisionnel	Seuil de contrôle DCMP
DAGE			
Acquisition de trois véhicules	Fournitures	40 000 000	150 000 000
DH			
Travaux de réhabilitation des réseaux d’eau potable de l’Administration	Travaux	75 000 000	250 000 000
DEM			
Fourniture de produits de potabilisation de l’eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	Fournitures	60 000 000	150 000 000

Examen du rapport d'analyse et proposition d'attribution :

Marchés	Type de marché	Examen du rapport d'analyse	
		Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
DAGE			
Acquisition de trois véhicules	Fournitures	31 500 000	40 000 000
DH			
Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration	Travaux	99 152 700	100 000 000
DEM			
Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	Fournitures	86 000 000	100 000 000

Examen juridique et technique du projet de marché

Marchés	Type de marché	Examen juridique et technique	
		Montant du marché	Seuil de contrôle DCMP
DAGE			
Acquisition de trois véhicules	Fournitures	31 500 000	400 000 000
DH			
Travaux de réhabilitation des réseaux d’eau potable de l’Administration	Travaux	99 152 700	800 000 000
Fourniture de 12 électropompes	Fournitures	95 286 823	400 000 000
DEM			
Travaux d’extension, de densification de réseaux d’AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	Travaux	485 356 420	800 000 000
Fourniture et pose de compteurs d’eau en milieu rural	Fournitures	86 000 000	800 000 000
Fourniture de produits de potabilisation de l’eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	Fournitures	53 808 000	400 000 000
Location de camions-citernes Magal de Touba 2013	Services	126 059 872	350 000 000

Pour ces marchés, les avis d'appel d'offres ont été régulièrement publiés dans le journal le « Soleil » avec les mentions requises par la réglementation sont-elles prises en compte : et le respect du délai accordé pour le dépôt des offres. Pour chaque marché, les offres ont été ouvertes en séance publique par les membres de la commission des marchés en présence des représentants des soumissionnaires. Cependant, les documents attestant de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des offres aux soumissionnaires ne nous ont pas été transmis. Les évaluations des offres et proposition d'attribution provisoire faites par la commission des marchés ont été faite sur la base de la conformité des offres, des critères définis dans les DAO, les critères de qualification et les marchés attribués évaluées conformes les moins disantes. Ces marchés ont été approuvés par le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, comme stipulé à l'article 29 du code mais souvent hors des délais réglementaires. Pour la majorité des marchés la publication de l'attribution définitive n'a pas été documentée.

Recommandations:

- Respecter le délai d'approbation du marché
- Publier obligatoirement l'attribution définitive du marché

7.6.4 Marchés conclus par AOR :

Sur les 28 marchés passés par le MHA au cours de l'exercice 2013, aucun n'a été conclu par AOR.

7.6.5 Marchés de prestations intellectuelles :

Parmi les 28 marchés passés par le MHA au cours de la gestion 2013, seuls deux (2) sont des marchés de prestations intellectuelles. Soit 7%. Parmi ces deux, un a été revu par la mission. Ce marché a été passé par DRP.

- **Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration**

Marché 005/MHA/DH/2013 Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration	Carrefour Sénégalais de le Construction (CSCO), marché Ocass, tél. : 33 978 34 65, 33 978 04 92, Fax : 33 978 03 03, RC : SN DBL 2009C 1365, NINEA : 004093936	19 200 027

- La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP ; toutefois, le marché était prévu d'être passé sous forme d'Appel public à Manifestation d'Intérêt
- La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité spécifique
- La lettre d'invitation est datée du 17 avril 2013
- La date limite de dépôt des offres est fixée au 02 mai 2013
- Les candidats suivants ont été sélectionnés :
 - ✓ Universel Business, 113 Avenue Blaise Diagne, Tél. : 33 842 81 23 ;
 - ✓ Carrefour Sénégalais de la Construction (CSCO), Marché Ocass Touba, Tél. : 33 978 34 65 ;
 - ✓ Afrique Ingeniering & Consulting (AIC), Cité Belvédère n°98 Dakar ;
 - ✓ Bureau d'Etude Technique et de Construction (BETCO), Parcelles Assainies Unité 18 lot 257 Dakar ;
 - ✓ Bureau d'Assistance et de Consultance, Villa 120 A Sotrac Mermoz
- Les documents prouvant que les lettres d'invitation ont été envoyées aux fournisseurs ne nous ont pas été transmis
- Les offres reçues ont été du nombre de 2

- Les candidats ayant déposé une offre ont été les suivants :
 1. CSCO : 19 200 027 F CFA TTC,
 2. BETCO : 22 862 500 F CFA TTC
- Les copies des offres ont été annexées au dossier
- Les offres ont été ouvertes, par les membres de la commission des marchés désignés par arrêté N°004633 du 02 avril 2013, à la date du 02 mai 2013 en présence d'un représentant de la société BETCO. Les plis ont été ouverts en séance publique et les offres financières sous pli ont été paraphées, de même que les offres techniques. Un comité technique a été désigné pour analyser les offres.
- Le comité technique s'est réuni, à la date du 08 mai 2013 pour l'analyse des offres techniques, et a retenu les deux offres tout en donnant à CSCO 95 points contre 72 points pour BETCO.
- Les offres financières ont été ouvertes à la date du 10 mai 2013 par les membres de la commission des marchés et un comité technique a été désigné afin de les évaluer. A l'issue de cette évaluation il a été octroyé à CSCO 96 points contre 75 points pour BETCO
- A la date du 17 mai 2013 la commission des marchés a adopté les recommandations formulées par le comité technique et attribué le marché à CSCO
- Les documents relatifs à la notification de l'attribution ne nous ont pas été transmis
- Le contrat ne nous a pas été présenté.
- La facture définitive porte le numéro 02/15/07/2013 d'un montant de 19 200 027 F CFA TTC
- Le rapport final ne nous a pas été présenté
- Le bon d'engagement porte le numéro 0765565 pour un montant de 19 200 027 F CFA, il n'est pas numéroté. Les titres de certification et de créance sont datés du 12 Septembre 2013 pour 19 200 027 F CFA.
- Les prix sont raisonnables comparés à ceux des concurrents
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Documenter la transmission lettre d'invitation avec accusé de réception des invités
- Annexer au rapport d'évaluation les fiches d'évaluation individuelles signées par chaque évaluateur
- Documenter la notification du marché avec accusé de réception
- Classer le contrat dans le dossier
- Classer le rapport final

- **Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFOR du PEPAM BA**

Références du marché (Nom/N°/Date) : NON FOURNI Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFORS DU PEPAM B.A.		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFORS DU PEPAM B.A.	Mouhamed WADE, Socio-économiste, demeurant à Kasnack lot N°2 Kaolack tél : 70 702 65 72	9 400 000

- La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMF
- La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique
- Délai accordé pour le dépôt des offres. Date de la lettre d'invitation 18 juin 2013. Date limite de dépôt des offres 02 juillet 2013
- Liste et adresse des candidats présélectionnés
 - ✓ Robert FAYE, Socio-économiste, tél : 77 413 02 73
 - ✓ Dame MBOW, Socio-économiste, tél : 77 654 94 73
 - ✓ Mouhamed WADE, Socio-économiste, tél : 70 702 65 72
 - ✓ Ibrahima DIOP, Socio-économiste, tél : 77 655 90 89
 - ✓ Cheikh Moussa CAMARA, Socio-économiste, tél : 77 550 65 93
- La transmission de la lettre d'invitation aux candidats invités n'est pas faite de façon simultanée ; les lettres ont été reçues entre 18 et 22 juin 2013
- Nombre d'offres reçues : Deux (02)
- Candidats ayant déposé une offre :
 - ✓ Cheikh Moussa CAMARA, Socio-économiste, tél : 77 550 65 93, mail : cheikhmoussa@yahoo.fr
 - ✓ Mouhamed WADE, Socio-économiste, demeurant à Kasnack lot N°2 Kaolack tél : 70 702 65 72
- Les offres sont classées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 02 Juillet 2013 à 10H par les membres de la commission des marchés et en séance publique
- Le marché a été attribué conformément à la demande de propositions
- La notification par Ordre de service N°00928 MHA/DEM relatif au recrutement d'un consultant et suivi des 15 ASUFORS est faite le 29/07/2013 et reçue par l'attributaire le 30/07/2013
- La DRP a fait l'objet d'un contrat de prestations de services. Date du contrat 13 juillet 2013. Délai d'exécution : Cinq (05) mois
- Après l'exécution de chaque étape comme prévu dans le contrat, un Ordre de virement au profit de Mohamed WADE (le consultant) est fait mais pour chaque paiement, une retenue de 5% était faite représentant l'impôt sur les revenus (Article 13 du contrat)

- Les paiements effectués dans le cadre de ce marché sont :
 - ✓ Ordre de virement N°007761/MEF/DGF/DI/DFB/bd du 13/12/2013 pour un montant de 1 786 000 F CFA (Ordonnateur : DG ECOBANK et Co-Ordonnateur : CTB-Agence Belge de Développement)
 - ✓ Ordre de virement N°002110/MEF/DGF/DI/DFB/bd du 23/2014/2013 pour un montant de 2 679 000 F CFA (Ordonnateur : DG ECOBANK et Co-Ordonnateur: CTB-Agence Belge de Développement)
 - ✓ Ordre de virement N°004667/MEF/DGF/DI/DFB/bd du 09/09/2014 pour un montant de 1 786 000 F CFA (Ordonnateur : DG ECOBANK et Co-Ordonnateur : CTB-Agence Belge de Développement)
 - ✓ Demande de paiement sur Certificat N°01848/MHA/DEM/add pour un montant de 2 679 000 F CFA adressé à la Direction de la dette de l'investissement et le chargé de programme CTB-Agence Belge de Développement le 26/01/2014. Avant l'établissement des virements, il a été déduit un taux de 5% représentant l'impôt sur le revenu
- Les prix ne sont pas plus élevés que les prix pratiqués sur le marché
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Transmettre de façon simultanée la lettre d'invitation avec accusé de réception des invités
- Veiller à inviter des candidats dont la participation au marché est certaine (2 propositions reçues sur 5 invitations)
- Annexer au rapport d'évaluation les fiches d'évaluation individuelles signées par chaque évaluateur

7.6.5 Marchés conclus par DRP :

Les marchés conclus par DRP sont au nombre de 12. Soit 43% du nombre total de marchés passés par le MHA au cours de la gestion 2013. Pour les marchés examinés cinq (5) sont passés par DRP y compris le marché de prestations intellectuelles.

- **Acquisition de Matériel informatique de bureau**

12/MHA/DAGE/2013 Acquisition de Matériel Informatique de bureau		
Lot	Titulaire	Montant <i>FCFA TTC</i>
Acquisition de Matériel Informatique de bureau	Oumou Informatique Services, Avenue Blaise Diagne, en Face Centre Culturel Douta SECK, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33 823 79 46, RC : DN DKR 2005 B 9916, NINEA : 2520105 2G2	13 927 808

- La DRP est mentionnée dans le PPM transmis à la DCMF
- La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est correcte : la lettre d'invitation est datée du 10 octobre 2013 et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 31 octobre 2013
- Les candidats suivants ont été présélectionnés :
 - ✓ Soumbar Express Services, 2720 HLM Nimzath, Tél. : 33 860 74 17, FAX : 33 826 14 80, RC : 2000 A 10023, NINEA : 04987921C1,
 - ✓ General Logistic, HLM Grand Yoff N°173, Tél. : 33 827 57 45, RC : SN DKR 2012 B 10404, NINEA : 46206222R2,
 - ✓ PicoMega, Médina Rue 6 X 27, Tél. : 33 821 04 43, Fax : 33 821 04 42, RC : SN DKR 2012 B 4971, NINEA : 40195522U1,
 - ✓ Oumou Informatique Services, Avenue Blaise Diagne, en Face Centre Culturel Douta SECK, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33 823 79 46, RC : DN DKR 2005 B 9916, NINEA : 2520105 2G2,
 - ✓ K2S Sual, Rue 41x22 Médina, Tél. : 33 821 60 20, RC : SN DKR 2013 D 4860, NINEA : 0047669132A2
- La transmission de la lettre d'invitation aux candidats invités n'est pas faite de façon simultanée ; les lettres ont été reçues entre le 10 et le 11 octobre 2013
- Les offres reçues ont été au nombre de cinq
- Les factures proforma ont été annexées au dossier à l'exception de celle d'Oumou Informatique
- Les offres ont été ouvertes à la date du 31 octobre 2013 à 15H par les membres de la commission des marchés
- Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant
- La DRP a fait l'objet d'un contrat de fourniture. Il est à signaler que l'objet du contrat est la fourniture de cinq motocyclettes en lieu et place de matériel informatique
- Le contrat est daté du 06 novembre 2013
- La livraison a été fixée dans un délai de 15 jours ouvrables après réception du titre de confirmation de la dépense par l'ordonnateur délégué

- La livraison a été effectuée à la date du 18 novembre 2013, le PVR N° 036 a été établi à cet effet à la date du 27 novembre 2013 et signé par les membres de la Commission de réception
- Le matériel livré a été certifié conforme à la commande sur le PV de réception
- Le titre de créance est daté du 07 novembre 2013, alors que la livraison a eu lieu le 18 novembre 2013, d'où un écart de 11 jours
- Les prix du contrat sont raisonnables
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandations :

- Eviter que le titre de créance antérieur à la livraison
- Faire attention au coupé-collé : objet du contrat est la fourniture de cinq motocyclettes en lieu et place de matériel informatique.
- Transmettre de façon simultanée la lettre d'invitation : les lettres ont été reçues entre le 10 et le 11 octobre 2013 donc transmission non simultanée

• Acquisition de fournitures et Matériels de bureau

DRP/MHA/DAGE/2013/06 Avril 2013 Achat de Fournitures de bureau		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Achat de Fournitures de bureau	GIE Le Cap Vert, Villa N°424 HLM 1, Tél. : 77 647 04 10, RC : SN DKR 2009 C 7240, NINEA : 40402502C6.	13 982 646

- La DRP figure dans le PPM qui a été transmis à la DCMF
- La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est assez juste. Les lettres d'invitation ont été établies à la date du 02 avril 2013 La date limite de dépôt des offres a été fixée au plus tard le 15 avril 2013 à 10H.
- Les candidats présélectionnés, pour l'acquisition de 150 cartons de Papier A4, 200 Paquets de bics Feutre, 200 Paquets de chemises cartonnées pour un coût de 9 982 800 F CFA, ont été les suivants :
 - ✓ GCI, Bene Tally Villa N°2926, Tél. : 33 825 37 57, 77 679 37 37, RC: SN DKR 2011 A 7411, NINEA : 4394394334 2C1,

- ✓ Négoce Internationale, HLM Guédiawaye Villa N°12, Tél.: 77 433 50 14, RC : 99 A 4280, NINEA : 03820862T1,
- ✓ Alliance Distribution Services (ADS), Km 3 Avenue Cheikh Anta Diop Dakar, Tél. : 33 821 69 93, RC : SN DKR 2007 B 14505, NINEA : 29388292C2,
- ✓ CO.MU.SEN, 147 Liberté 6 Extension, Tél. : 33 867 28 03, RC : DK 2 2003 B 4688, NINEA : 22602802R2,
- ✓ GIE Le Cap Vert, HLM 1 Villa N°424, Tél. : 77 647 04 10, RC : SN DKR 2009 C 7240, NINEA : 40402502C6
- Les candidats présélectionnés, pour le l'achat de 60 Enveloppes 22x32, 100 Registres quadrillés 300 pages pour un coût de 3 199 865 F CFA, ont été les suivants:
 - ✓ GIE Le Cap Vert, HLM 1 Villa N°424, Tél. : 77 647 04 10, RC : SN DKR 2009 C 7240, NINEA : 40402502C6,
 - ✓ IMEXIS, 97, Avenue A Peytavin Immeuble Kebe, Tél. : 33 842 61 19, Fax : 33 842 61 18, RC : SN DKR 2003 B 2228, NINEA : 02838622C1,
 - ✓ Papaïcha, Point E Rue x H, Tél. : (221) 864 50 64 – 638 12 38, RC : SN DKR 2006 B 10 163, NINEA : 26 27 464 2C2,
 - ✓ Zénith International, 07 avenue CARDE, Tél. : 821 77 52, Fax : 821 77 61, RC : SN DKR 2004 D10 116, NINEA : 25629252C2,
 - ✓ ETS Linguère Ngouille Fama, Hann Fort B lot N°7, Tél. : 33 832 18 38, RC : 2007A 5754, NINEA : 03820862C1.
- Les candidats présélectionnés, pour l'achat de 130 Chronos plus perforateurs à 799 981 F CFA, ont été les suivants :
 - ✓ GIE Le Cap Vert, HLM 1 Villa N°424, Tél. : 77 647 04 10, RC : SN DKR 2009 C 7240, NINEA : 40402502C6,
 - ✓ Sénégal Equipement, Villa N° 380 lot cicis 1er étage gauche, Tél. : 33 867 68 96, 77 647 97 39, 70 70 334 80, NINEA : 0042664280,
 - ✓ CO.MU.SEN, 147 Liberté 6 Extension, Tél. : 33 867 28 03, RC : DK 2 2003 B 4688, NINEA : 22602802R2,
 - ✓ Comptoir Commercial d'Industrie, Parcelles Assainies U 20 N°36, Tél. : 77 262 62 84, RC : SN DKR 2008 A 2573, NINEA : 5002701952R1,
 - ✓ International Logistics, Lot N° 4 Zone Intristuelle de Camberène, Tél. : 76 529 51 51, RC : SN DKR 2008 B 5622, NINEA : 29840122R2.
- Il figure sur les lettres d'invitation, adressées aux fournisseurs, dans le cadre de l'acquisition de 150 cartons de Papier A4, 200 Paquets de bics Feutre, 200 Paquets de chemises cartonnées pour un coût de 9 982 800 F CFA, le cachet des fournisseurs.
- Les documents attestant de la transmission et de la réception des lettres d'invitation aux fournisseurs, concernant les acquisitions d'enveloppes 22x32 et de Chronos Perforateurs, ne nous ont pas été transmis
- Les offres reçues ont été au nombre de cinq pour chacune des acquisitions
- Les factures Proforma ont été annexées au dossier
- Les offres ont été ouvertes à la date du 15 avril 2013 par les membres de la commission des marchés
- Les marchés ont été attribués aux offres conformes les moins disantes

- Le marché concernant l'acquisition de 150 cartons de Papier A4, 200 Paquets de bics Feutre, 200 Paquets de chemises cartonnées pour un coût de 9 982 800 F CFA a été notifié au titulaire à savoir GIE Le Cap Vert à la date du 16 avril 2013, et les fournisseurs qui n'ont pas été retenus, en ont été informés à la même date.
- Les notifications relatives aux marchés concernant l'acquisition de 60 Enveloppes 22x32, 100 Registres quadrillés 300 pages pour un coût de 3 199 865 F CFA et l'acquisition de 130 Chronos plus perforateurs à 799 981 F CFA ne nous ont pas été transmises
- Les documents relatifs à l'information des fournisseurs non retenus ne nous ont pas été transmis
- Le contrat concernant l'acquisition de 130 Chronos plus perforateurs à 799 981 ne nous a pas été transmis.
- Les deux autres acquisitions ont fait l'objet de contrat
- Les contrats concernant l'acquisition de 150 cartons de Papier A4, 200 Paquets de bics Feutre, 200 Paquets de chemises cartonnées pour un coût de 9 982 800 F CFA et de 60 Enveloppes 22x32, 100 Registres quadrillés 300 pages pour un coût de 3 199 865 F CFA sont datés du 03 Mai 2013
- Les délais de livraison sont fixés dans les 72 heures après la réception du titre de confirmation de la dépense par l'ordonnateur délégué
- Les 150 cartons de Papier A4, 200 Paquets de bics Feutre, 200 Paquets de chemises cartonnées ont été livrés à la date du 15 mai 2013, le PVR N°007 a été établi à la même date.
- Les 60 Enveloppes 22x32, 100 Registres quadrillés 300 pages ont été livrés à la date du 15 mai 2013, le PVR N°006 a été établi à la même date
- Les 130 Chronos plus perforateurs ont été livrés à la date du 15 mai 2013, le PVR N°008 a été établi à la même date
- Les PVR ont été signés par les membres de la Commission de Réception
- **Il est à signaler que deux des membres de la commission de réception sont également membres de la commission des marchés**
- Les fournitures de bureau livrées ont été certifiées conformes aux commandes sur les PV de réception
- Les titres de créance ont été établis à la date du 08 mai 2013, alors que les livraisons ont été effectuées à la date du 15 mai 2013, soit un écart 07 jours.
- Les paiements ne sont pas disponibles
- Les prix des contrats sont raisonnables
- La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours.

Recommandations :

- Documenter toute la procédure de passation et d'exécution
- Veiller à ce que la livraison précède le titre de créance.

- **Acquisition de consommables informatiques**

DRP/MHA/DAGE/2013/04 du 20 /03/2013		
Acquisition de consommables informatiques		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Acquisition de consommables informatiques	Oumou Informatique Services, Avenue Blaise Diagne, en Face Centre Culturel Douta SECK, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33 823 79 46, RC : DN DKR 2005 B 9916, NINEA : 2520105 2G2	9 980 440

- La DRP a été indiquée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est suffisant. La lettre d'invitation est datée du 05 mars 2013 La date limite de dépôt des offres y a été fixée au 20 mars 2013 à 15H
- Les fournisseurs suivants ont été invités à soumissionner :
 - ✓ Oumou Informatique, Avenue Blaise Diagne en face Centre Culturel Douta SECK, Tél. : 33 889 88 14, Fax : 33 823 79 46, RC : DN DKR 2005 B 9916, NINEA : 2520105 2G2 ;
 - ✓ Sen Distribution, 43 Rue Félix Faure BP 15136 Fann, Tél. : 33 821 53 57, RC : 99/b 1232, NINEA : 03630942R6 ;
 - ✓ PicoMega Sénégal, VDN Liberté 6 Lot n° 24 en face Puits SDE, Tél. : 33 867 15 81, RC : SN DKR 2009 A 4082, NINEA : 0040195522U1 ;
 - ✓ Baye Computer, Avenue Blaise Diagne angle rue 05 en face stade Iba Mar Diop, Tél. : 33 842 71 81, Fax : 33 821 20 47, NINEA : 29901262R1 ;
 - ✓ General Logistic, Hlm Grand Yoff N°173, Tél. : 33 827 57 45, RC : SN DKR 2012 B 10404, NINEA : 46206222R2
- Les documents attestant de la transmission et de la réception des lettres d'invitation aux fournisseurs ne nous ont pas été transmis. Il figure, cependant, sur les lettres le cachet des fournisseurs
- Les offres reçues ont été de 5
- Les factures Proforma ont été annexées au dossier
- Les offres ont été ouvertes à la date du 20 mars 2013 à 16H30 par les membres de la commission des marchés. Il est à préciser que la commission des marchés qui a procédé à l'attribution du marché n'a pas été celle désignée par l'arrêté N°000299 du 17 janvier 2013, mais plutôt celle désignée par l'arrêté N°4633 du 02 avril 2013, alors qu'il se trouve que la DRP a été effectuée au mois de mars 2013.

- L'attribution provisoire du marché a été notifiée à Oumou Informatique à la date du 21 mars 2013; il y a, cependant, eu une erreur sur le montant. En lieu et place de 9 980 440 F CFA, il y a été mentionné 851 960 F CFA
- Les fournisseurs qui n'ont pas été retenus, en ont été informés à la date du 21 mars 2013. Les documents relatifs à la transmission et à la réception de ces notifications ne nous ont pas été transmis
- La DRP a fait l'objet d'un contrat à la date du 20 mars 2013
- La livraison a été fixée dans les 72 heures après la réception du titre de confirmation de la dépense par l'ordonnateur délégué
- Les consommables objet de la DRP ont été livrés à la date du 06 mai 2013. Il a, de ce fait, été établi un Procès Verbal de Réception N° 005 à la date du 06 mai 2013, signé par les membres de la commission de réception. **Il est à signaler que deux des membres de la commission de réception sont également membres de la commission des marchés.**
- Les consommables livrés ont été certifiés conformes à la commande sur le PV de réception
- Le titre de créance a été établi à la date du 26 avril 2013, alors que la livraison a été effectuée à la date du 06 mai 2013, soit un écart 10 jours.
- Les paiements ne sont pas disponibles
- La procédure de passation a-t-elle fait l'objet de recours

Recommandations :

- Documenter toute la procédure de passation et d'exécution
 - Veiller à ce que le titre de créance ne soit pas antérieure à la livraison
- **Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital de ouakam**

Références du marché (Nom/N°/Date) :N°007/MHA/DH/2013 Travaux de Renouvellement des conduites d'eau potable de l'hôpital d'Ouakam		
Lot	Titulaire	Montant FCFA TTC
Travaux de Renouvellement des conduites d'eau potable de l'hôpital de Ouakam	Entreprise de Travaux Publics et de Commerce (ENTEC), Unité 24 Parcelles Assainies N°133 Dakar	24 870 000

- La DRP est-elle indiquée dans le PPM transmis à la DCMP
- La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique
- Le délai accordé pour le dépôt des offres est correct. Date de la lettre d'invitation 06 juin 2013. Date limite de dépôt des offres 18 juin 2013
- Les candidats présélectionnés sont les suivants :

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

- ✓ SAFFYA, Sacré Cœur III villa N°54
- ✓ Entreprise de Travaux Publics et de Commercialisation (ENTEC), Parcelles Assainies Unité 24 N°133
- ✓ P.I.N, Liberté VI Extension N°212
- ✓ Access Services Sénégal, HLM Villa N°2170
- ✓ Africa Prestige, Liberté VI Extension villa N°2 en face Camp Leclerc
- La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est du 06 juin 2013
- Nombre d'offres reçues : Cinq (05)
- Les offres ont été archivées
- Les offres ont été ouvertes à la date du 18 Juin 2013 à 10H par les membres de la commission des marchés et en séance publique
- Le marché a été attribué à l'offre évaluée conforme la moins disant
- La notification de l'attribution du marché n'est pas disponible
- La DRP a fait l'objet d'un contrat de travaux entre le DH/MHA et l'entreprise ENTEC. Date du contrat 02 juillet 2013. Délai d'exécution trois (03) mois
- Une commission composée de :
 - Papa Baidy SY - DH/MHA
 - Marième Soda BADJI – DA/MHA
 - Cheikh SECK – COF/MEF
 - Aliou DIENG – BAF/DH
 - Pape Iba NDOA – Entreprise ENTEC
- S'est rendue sur le site, en vue de procéder à la réception des travaux du marché (PV de réception technique du 27 Aout 2013).NB : Cheikh SECK – COF/MEF n'a pas approuvé le PV de réception technique
- La commission a constaté que les travaux réalisés sont conformes au cahier de charges et a formulé la réception technique des travaux
- Les prix du contrat ne sont pas plus élevés que ceux pratiqués sur le marché
- Le paiement a été effectué au niveau du CNCAS ; mais dans le document de paiement la date comptable est le 01 Aout 2013 alors que la réception a eu lieu le 27 Aout 2013. (réf. Bon d'engagement 13-765551 à travers un titre de créance)
- La procédure de passation a-t-elle fait l'objet de recours

Recommandations :

- Toujours notifier l'attribution du marché et documenter la transmission
- Eviter de payer avant la réception. Dans le document de paiement la date comptable est le 01 Aout 2013 alors que la réception a eu lieu le 27 Aout 2013

7.6.6 Marchés passés par ententes directes :

Sur les 28 marchés passés par le MHA au cours de l'exercice 2013, aucun n'a été conclu par entente directe.

7.6.7 Avenants :

Au cours de l'exercice 2013, le MHA a passé les avenants suivants.

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

Objet du marché	Financement	Type de marché	Souscription	DATE Approbation	Titulaire	Montant	Immatriculation N°	Date	Situation
Avenant n°1 au marché T1518/12	IDA	Travaux	25/09/2013	21/10/2013	SVTP GC/SAHE	287 847 154 FCFA TTC	1961	24/10/13	Procédure achevée
Avenant n°1 au marché T152/12	IDA	Travaux	005/02/13	27/02/13	Groupement ESCI/CSTI	285 197 445 FCFA TTC	266	28/02/13	Procédure achevée
Avenant N°1 au marché T0530/13	FAD	Travaux	29/03/13	25/04/13	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION	1 008 048 395	530	25/04/13	Procédure achevée
Avenant N°2 au marché T629/10	FAD	Travaux	29/03/13	25/04/13	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION	571 160 793	529	25/04/13	Procédure achevée
Avenant n°1 au marché C/759/10	FAD	PI	11/06/13	25/06/13	Groupement SONED AFRIQUE-HYDROPLANT	108 762 567 FCFA TTC	935	27/06/13	Procédure achevée

DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE

Objet du marché	Financement	Type de marché	Souscription	DATE Approbation	Titulaire	Montant	Immatriculation N°	Date	Situation
Avenant n°1 au marché C0965/10	PEPAM IDA	PI	18/10/2013	06/11/2013	Groupement IDEV-SEMIS	141 387 600 FCFA TTC	2103	11/11/13	Procédure achevée
Avenant n°2 au marché C0965/10	PEPAM IDA	PI	14/12/2013	05/02/2014	Groupement IDEV-SEMIS	129 587 600 FCA TTC	180	07/02/14	Procédure achevée

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Le tableau ci-dessous fait le point sur la revue de ces avenants par la mission.

Objet du marché	Montant marché initial	Montant avenant	Ratio % (Art.24 du code)	Avis DCMP (Art 140 du code)		Date de souscription	Date d'approbation	Date de réception provisoire du marché	Respect des dispositions de l'Article 23.3 du code		
				Oui	Non				Oui	Non	
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE (DH)											
Avenant n°1 au marché T1518/12	1 960 102 703	287847154	14,69	N° 005525/MEF/DCMP/DCV/39 du 08 octobre 2013		25/09/2013	09/11/2012	28/11/2014	X		
Avenant n°1 au marché T152/12	1 917 194 690	28 519 445	1,49	N° 05612/MEF/DCMP/DCV/59 du 19 décembre 2012		05/02/2013	25-janv-12	Période du 28 mars au 1er avril 2014	X		
Avenant N°1 au marché T0530/13	4 547 761 187	1 008 048 395	22,17	N°001754/MEF/DCMP/DCV/51 du 10 avril 2013		29-mars-13	25-avr-13	18/11/2013 19/11/2013	X		
Avenant N°2 au marché T629/10	22 194 710 043	571 160 793	2,57	N°001754/MEF/DCMP/DCV/51 du 10 avril 2013		29-mars-13	25-avr-13	Dernier forage réceptionné 21/12/2012 PV non disponible		X	
Avenant n°1 au	810 669 435	108 762 567	13,42	N°003052/MEF/DCMP/58 du 11		27-mai-13	25/06/2013				

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

marché
C/759/10

juin 2013

Objet du marché	Montant marché initial	Montant avenant	Ratio % (Art.24 du code)	Avis DCMP (Art 140 du code)		Date de souscription	Date d'approbation	Date de réception provisoire du marché	Respect des dispositions de l'Article 23.3 du code	
				Oui	Non				Oui	Non
DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE (DEM)										
Avenant n°1 au marché C/0965/10	83015000	14138760	17,03	Avis non disponible		18/10/2013	06/11/2013	PV non disponible		
Avenant n°2 au marché C/0965/10	97957700	-10000000	-1,02	N°00504/ME F/DCMP/21 du 31 janvier 2014		ND	ND	PV non disponible		

Source: Mission d'audit

ND= non disponible

7.6.8 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

La mission a constaté que le MHA a fait des fractionnements de marché tels que définis à l'article 54 du code. En effet, pour des les fournitures homogènes la valeur totale n'est pas considérée pour le calcul de la valeur du marché. La consolidation des besoins des directions pour des fournitures de même nature n'a pas été faite ; chaque direction a fait son marché à part.

Marché	Montant par direction			TOTAL
	DAGE	DH	DEM	
Consommables Informatiques	9 980 440	19 994 265	-	29 974 705
Fournitures et Matériel de bureau	13 982 646	1 914 704	5 536 855	21 434 205

Source : Mission d'audit

Le seuil de passation définit à l'article 53 du code étant atteint, ces marchés devaient être passés par AOO or ils sont passés par DRP.

Les administrateurs de crédit ne sont pas des AC, ils ont simplement reçu délégation de la PRM. Ils n'ont ni commission des marchés ni CPM

Pour calculer le seuil de passation il fallait globaliser les acquisitions de même nature et si le seuil est atteint faire un AOO avec allotissement. Ainsi chaque administrateur de crédit signera ses contrats et procédera au paiement des lots le concernant.

Rappelons que ces acquisitions de la DH et de la DEM n'ont pas été planifiées.

Aussi, la CPM n'a pu faire la consolidation.

7.6.9 Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Le recours de TATA étant jugé recevable puisque déposé dans les délais impartis, le CRD avait ordonné la suspension de la procédure par décision N°318/13/ARMP/CRD du 21 octobre 2013 notifiée au DAGE du MHA par lettre N° 001989 du 21 octobre 2013.

Contrairement à la déclaration de TATA, CCBM Industries avait bien noté dans les caractéristiques techniques de son offre que la garde au sol est de 194 mm.

Donc, CCBM Industries n'avait pas fait une fausse déclaration comme stipulé par l'article 147.d) du code « ... a fourni délibérément dans son offre des déclarations fausses ou mensongères, susceptibles d'influer sur le résultat de la procédure de passation ».

La mission considère que le jugement du CRD est correct. En effet, le CRD avait invoqué la conformité substantielle puisque CCBM Industries avait effectivement indiqué dans son offre que sa garde au sol est de 194 mm et non 200 mm comme l'avait prétendu TATA.

En conclusion, la mission considère que la plainte de TATA a été traitée en conformité avec la réglementation en vigueur aussi bien au niveau du recours gracieux auprès du MHA que du CRD avec la décision N°338/13/ARMP/CRD du 6 novembre 2013 qui est tout à fait pertinente.

La mission note, également, que le CRD n'avait pas pu notifier son avis dans les 15 jours à compter de la saisine conformément à l'article 137. 6 du code qui était en vigueur ; le recours de TATA étant reçu le 18 octobre 2013 sous le N°599. Néanmoins la notification de l'avis du CRD avait pu être faite au cours de la prolongation d'une nouvelle période de 15 jours comme prévu par l'article cité précédemment.

7.6.10 Constats relatifs à l'exécution financière :

Revue des paiements

Le tableau ci-dessous donne par direction l'exécution financière des marchés passés et exécutés par le MHA.

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paiements effectués						Total paiements effectués	Solde
				Paiement 1		Paiement 2		Paiement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Acquisition de Mat informatique de bureau	OUMOU INFORMATIQUE	13 927 808	13 927 808	bon d'engagement numéro 13- 0610396 du 31 Octobre 2013					chèque du Trésor ne nous a pas été présenté	
	Acquisition de fournitures et Matériels de bureau	GIE LE CAP VERT	13 982 646	3 199 865 9 982 800 799 981	bons d'engagement suivants ont été établis : 13-307488 du 03 Mai 2013. 13-307487 du 03 Mai 2013. 13-307489 du 03 Mai 2013.					Les chèques du Trésor ne nous ont pas été présentés	

DAGE

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paielements effectués						Total paielements effectués	Solde
				Paielement 1		Paielement 2		Paielement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Acquisition de consommables informatiques	OUMOU INFORMATIQUE	9 980 440	9 980 440	bon d'engagement N°13-610094					chèque du Trésor ne nous a pas été présenté	
	Acquisition de trois véhicules	CCBM INDUSTRIES	31 500 000	Marché non exécuté							

DH

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paielements effectués						Total paielements effectués	Solde
				Paieement 1		Paieement 2		Paieement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration	CSC O	99 152 700							Les paiements effectués ne nous ont pas été présentés	
	Réalisation de 30 forages d'eau Lot 1	HENACHINE	985 897 080	197 179 416	21/11/2013	574235790	11/12/2013		27/03/2014	980592390	
	Réalisation de 30 forages	HENAN	1 110 964 100	222 192 82	21/11/2013	137807180	11/12/2013	342486740	13/06/2014	1102764570	

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

d'eau Lot 2 CHIN 0 400277830 17/07/2014
E

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paie ment 1		Paie ments effectués		Paie ment 3		Total paiements effectués	Solde
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital d'ouakam	ENTEC	24 870 000	24 870 000	Bon d'engagement 13-765551					chèque du Trésor ne nous a pas été présenté	
	Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration	CSCO SOMAPHY	19 200 027	19 200 027	Bon d'engagement N° 0765565					chèque du Trésor ne nous a pas été présenté	
	Fourniture de 12 électropompes	WEWT AFRICA	95 286 823		Contrat résilié						

DEM

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paiements effectués						Total paiements effectués	Solde
				Paiement 1		Paiement 2		Paiement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Travaux d’extension, de densification de réseaux d’AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 1	ECORE	299187820	299 187 820	Bon d’engagement N°13-760518						
	Travaux d’extension, de densification de réseaux d’AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 2	GIE SENEPRESCO	185 165 600	185 165 600	Bon d’engagement N°13-760519					le bon d’engagement du lot 2 a été annulé après notification au fournisseur en 2013 mais ce lot fut exécuté en 2014, le bon d’engagement est le 955201	
	Fourniture et pose de compteurs d’eau en milieu rural	CSCO	86 000 000	NON EXECUTE							

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

DEM (suite)

Réf	Objet du marché	Titulaire	Montant du marché F.CFA	Paiements effectués						Total paiements effectués	Solde
				Paiement 1		Paiement 2		Paiement 3			
				Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date	Montant F.CFA	Date		
	Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba 2013	CIPA	53 808 000	7592400	13/12/2013	22180000	16/12/2013	20000000	16/12/2013	49 772 400	La facture présentée par CIPA est arrêtée à 49 772 400 F CFA
	Location de camions-citernes Magal de Touba 2013	SN-DIT-ENTRACOM	126 059 872	23029936	03/12/2013	20000000	03/12/2013	20000000	03/12/2013	63 029 936	
	Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFOR du PEPAM BA	Mouhamed WADE	9 400 000								

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Revue des garanties

Garanties de soumission

Réf	Objet du marché	Cout prévisionnel du marché	Garantie de soumission		Respect réglementation	Utilisation formulaire du DAO	Conformité de la garantie			Organisme agréé par le MEF	Observations
			Montant	%			Montant du cautionnement	Délai de validité	Libellé du bénéficiaire		
DAGE											
F_DAGE_078	Acquisition de trois véhicules	40 000000	1 000000	2,5	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
DH											
T_DH_015	Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration	75 000000	2 000000	2,7	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
T_DH_021	Réalisation de 30 forages d'eau Lot 1	ND	18000000	ND	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Le montant consolidé de 1 900 000 000 F.CFA est donné
T_DH_021	Réalisation de 30 forages d'eau Lot 2	ND	18000000	ND	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
F_DH_076	Fourniture de	95	2	2,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

12
électropompes 000000 000000

Réf	Objet du marché	Cout prévisionnel du marché	Garantie de soumission		Respect réglementaire	Utilisation formulaire du DAO	Conformité de la garantie			Organisme agréé par le MEF	Observations
			Montant	%			Montant du cautionnement	Délai de validité	Libellé du bénéficiaire		
DEM											
T_DEM_027	Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 1	450000000	15000000	3,3	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
T_DEM_027	Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 1	325000000	6000000	1,8	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

	2										
F_DEM_029	Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	275 000000	8 000000	2,9	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Réf	Objet du marché	Cout prévisionnel du marché	Garantie de soumission Montant	%	Respect réglementati on	Jtilisation formulai re du DAO	Conformité de la garantie Montant du caution nement	Délai de validité	Libellé du bénéfici aire	Organism e agréé par le MEF	Observatio ns
F_DEM_032	Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	60 000000	1 500000	2,5	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
S_DEM_034	Location de camions-citernes Magal Touba 2013	150000000	2 000000	1,3	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	

Garanties d'avance de démarrage

Réf	Objet du marché	Titulaire	Cout du marché	Avance de démarrage						Observations
				Montant avance de démarrage	Utilisation formulaire du DAO	Montant garantie d'avance de démarrage	Délai de validité	Libellé du bénéficiaire	Organisme agréé par le MEF	
DH										
T1076/13	Réalisation de 30 forages d'eau Lot1	HENAN CHINE	985 897 080	197179416	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Crédit du Sénégal
T1946/13	Réalisation de 30 forages d'eau Lot2	HENAN CHINE	1 110 964100	222192820	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Crédit du Sénégal
DEM										
N°00/2013 /MHA/DH	Travaux d'extension, de	ECORE	299187820	5983756	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Avances de démarrage

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

	densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 1 Lot 2	GIE SENEPRESCO	185165600	37033120	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	non payées en définitive sur renoncement des Titulaires de marchés
N°001/2013 /MHA/DE M	Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	CSCO	86600000	17200000	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	

Garanties de bonne exécution

Réf	Objet du marché	Titulaire	Cout du marché	Montant GBE	Utilisation formulaire du DAO	Montant garantie d'avance de démarrage	Délai de validité	Libellé du bénéficiaire	Organisme agréé par le MEF	Observations
N°F2 228/13	Acquisition de trois véhicules	CCBM INDUSTRIES	31 500 000	1575000	DAGE N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Marché non exécuté
T164	Travaux de	CSCO	99152700	4957635	DH					CNCAS

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

2/13	réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration				oui	oui	oui	oui	oui	
T107 6/13	Réalisation de 30 forages d'eau Lot 1	HENAN CHINE	49294854							Crédit du Sénégal
			985 897 080		oui	oui	oui	oui	oui	
T194 6/13	Réalisation de 30 forages d'eau Lot 2	HENAN CHINE	55548205							Crédit du Sénégal
			1 110 96410 0		oui	oui	oui	oui	oui	
N°00 7/MH A/DH/ 2013	Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital d'ouakam	ENTEC	24 870 000	NA						
N°008 /2013/ MHA/ DH	Fourniture de 12 électropompes et de 13 groupes électrogènes	SOMAP HY WEWT AFRICA	95286823	476434 1						Marché résilié
Réf	Objet du marché	Titulaire	Cout du marché	Montant GBE	Garanties de bonne exécution					Observations
					Utilisation formulaire du DAO	Montant garantie d'avance de démarrage	Délai de validité	Libellé du bénéficiaire	Organisme agréé par le MEF	

DEM

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

N°00/ 2013/ MHA/ DH	Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural Lot 1 Lot 2	ECORE	299187820	1495939 1	oui	oui	oui	oui	oui
		GIE SENEPR ESCO	185165600	9258280	oui	oui	oui	oui	oui
N°001 /2013/ MHA/ DEM	Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	CSCO	86600000	4300000	oui	oui	oui	oui	oui

Le SIGFIP rend compte des paiements effectués pour le compte des différentes AC. La mission a noté que l'exécution financière des marchés échappe à la CPM du MHA. En effet, les engagements sont faits par l'AC mais les règlements effectués par le Trésor ne sont pas transmis à la CPM pour archivage.

Aussi, il est important que l'ARMP, en rapport avec le MEFP, prenne les mesures afin que le Trésor ait obligation de transmettre les documents attestant des paiements à la CPM.

7.6.11 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :

Les marchés du MHA proposés pour l'audit physique sont donnés dans le tableau ci-dessous.

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE (DH)

Réf du marché	Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant
N°007/MHA/DH/2013	Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital de ouakam	Travaux	DRP	ENTEC	24 870 000 F.CFA TTC
1946/13	Réalisation de 30 forages d'eau en milieu rural LOT 2 (15 forages)**	Travaux	AON	HENAN CHINE	1 110 964 100 F CFA TTC

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

**8.SYNTHESE
DES NON CONFORMITES
ET RECOMMANDATIONS**

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :

Les recommandations formulées par la mission touchent :

- Dispositif organisationnel de la gestion des marchés
- Préparation des marchés
- Passation des marchés
- Exécution des marchés

A la suite des constats faits au cours de la revue, la mission formule les recommandations suivantes.

Le tableau ci-dessous fait l'économie des recommandations formulées au terme de la mission de revue.

Constats des non-conformités	Recommandations
8.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés	
Dépôt tardif de la liste des membres de la CM et de la CPM	Le MHA doit veiller à déposer la liste des membres de la CM et de la CPM au plus tard le 5 janvier de l'exercice
Existence de CM parallèle en interne au niveau des directions	Il ne doit exister au sein du MHA qu'une seule CM avec des membres des différentes directions pour les marchés les concernant.
Inexistence de plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations de l'audit antérieur.	A la suite de chaque audit annuel, le MHA doit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations afin de capitaliser sur les non-conformités.
8.2 Préparation des marchés	
Justification de la publication de l'AGPM par la coupure de presse	En plus de la coupure de presse, il faut classer copie de : <ul style="list-style-type: none">- la facture Préforma- la facture et- justificatif du paiement.
Exécution de marchés qui ne figurent pas dans le PPM. C'est le cas au niveau de DM et DH	Devant cette situation, il faut toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCMP.

8.3 Passation des marchés

Non utilisation du dossier type DRP pour les marchés passés suivant ce mode.

Utilisation des dossiers types est obligatoire. La CPM doit télécharger le modèle à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition des services techniques et de la CM.

Constats des non-conformités	Recommandations
------------------------------	-----------------

8.3 Passation des marchés (suite)

Encaissement sur place du montant de la vente des DAO alors que le MHA ne dispose pas d'une régie de recettes.

Toujours demander aux candidats de payer au niveau du trésor, de présenter la quittance au MHA en échange du DAO.

Non reversement la quote-part ARMP sur les produits des ventes des DAO

Le MHA doit veiller à s'acquitter régulièrement de cette obligation après régularisation de sa situation auprès de la Direction des Services Administratifs et Financier (DSAF) de l'ARMP.

Pour les DRP :

- Lettres d'invitation non déchargées
- Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas mentionnées pour l'essentiel
- Simultanéité des invitations non respectée

- Toujours exiger la décharge de l'invitation
- Exiger des invités de dater la réception de l'invitation
- Transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités

Pour certains marchés de prestations intellectuelles passés par DRP la lettre d'invitation ne spécifie pas **le mode de sélection**

Il faut toujours indiquer dans la lettre d'invitation **le mode de sélection**

Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis des différents marchés

La CPM doit télécharger le formulaire de PV d'ouverture des plis à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition de la CM.

Rejet d'offres dès la séance d'ouverture des plis pour non-conformité de la garantie de soumission.

La séance d'ouverture des plis est une séance de constatation. Aucun candidat ne peut être éliminé à cette étape de la procédure. L'examen de la conformité de la garantie se fait à l'étape examen préliminaire de l'évaluation.

Inexistence de traçabilité permettant

A chaque transmission du PV d'ouverture des

d'affirmer que les copies des PV d'ouverture des plis sont effectivement remises à tous les candidats ayant déposé leur offre conformément à l'Art 67.4 du code.

plis exiger une décharge.

Constats des non-conformités	Recommandations
-------------------------------------	------------------------

8.3 Passation des marchés (suite)

Pour l'évaluation des marchés de prestations intellectuelles, les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs ne sont pas annexées au rapport d'évaluation

Toujours annexer les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs au rapport d'évaluation

Non publication des avis d'attribution définitive dans les mêmes conditions que les AAO pour des raisons de budget, notamment au niveau de la DEM.

Désormais publication par l'AC de l'attribution définitive dans le portail des marchés publics conformément au dernier paragraphe de l'Art. 86 du décret 2014-1212

Non information des candidats non retenus de la suite de l'évaluation.

A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus :

- Faire une lettre
- Exiger accusé de réception
- Classer dans le dossier

Passation et exécution de marchés qui échappent au contrôle de la CPM (d'où les marchés passés hors PPM)

La CPM doit obligatoirement assurer le contrôle qualité des dossiers de passation de marchés y compris les DRP.

8.4 Exécution des marchés

Rapports de suivi de l'exécution physique des marchés non mis à la disposition de la CPM pour classement
CPM non au fait de l'exécution financière des marchés.

Les Chefs de projets ou PRM doivent obligatoirement mettre ces rapports à la disposition de la CPM pour classement. L'ARMP doit voir avec le MEFP les dispositions à prendre pour que copies des paiements soient transmises à la CPM pour classement dans le dossier du marché. Recrutement d'un archiviste-documentaliste pour prendre en charge ce travail dédié à une profession bien précise. Il ressort de l'entretien avec la DAGE que deux archivistes documentalistes ont été affectés au MHA. L'un d'eux est affecté à la CPM. Il est urgent :

- pour ce dernier de prendre effectivement service à la CPM
- de l'inscrire dans le programme de formation de l'ARMP pour le former en

Classement et archivage des documents de passation de marchés par la CPM non systématique conformément à l'article premier de l'arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes

« Classement et archivage des documents
de passation de marchés »

Constats des non-conformités	Recommandations
---	------------------------

8.4 Exécution des marchés (suite)

Exécution d'avenant pour 4 marchés
exécutés depuis 2010 dont 3 marchés de
prestations intellectuelles

Ne plus faire d'avenant une fois le marché
réceptionné provisoirement

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

RECOMMANDATIONS AUDIT 2012	EXISTENCE D’UN PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS		MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS		OBSERVATIONS
	OUI	NON	OUI	NON	
Dispositif Organisationnel					
Nous recommandons au MHA de nommer la Cellule de Passation des marchés conformément à l’article 35 du CMP et à l’Arrêté relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics		X	X		CPM créée par Arrêté N° 12.06.2013*008866 du Ministre nommant les 3 membres de la CPM
DRP					
Nous recommandons au MHA d’informer la DCMP de l’attribution de toute DRP dépassant le seuil prévu par l’article 78 du CMP en vigueur.		X		X	
Nous recommandons au MHA de faire enregistrer les contrats au niveau des impôts.		X	X		

10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

L'analyse des statistiques des anomalies est faite sur la base des procédures de passation utilisées par l'AC :

- Entente directe ;
- DRP ;
- AOR ;
- AOO ;
- AMI

Elle retrace, également, les anomalies constatées dans la mise en place et le fonctionnement des organes de gestion de la commande publique au sein de l'AC.

Le tableau ci-dessous donne les statistiques des anomalies relevées par la mission.

Anomalies relevées	Statistiques		Observations
	Nombre	%	
DRP			6
Préparation			
Remise des invitations non simultanée	2	33%	
Absence de documents attestant de la transmission et de la réception des lettres d'invitation aux fournisseurs	3	50%	
Exécution de marchés qui ne figurent pas dans le PPM par DRP. C'est le cas au niveau de DM et DH	5	15%	
Attribution			
Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des offres de l'ARMP	6	100%	
Candidats non invités à la séance d'ouverture des propositions de prix	1	17%	
Absence de documents relatifs à la transmission et à la réception des lettres d'information des candidats non retenu.	1	17%	
Notification de l'attribution du marché non disponible.	2	33%	
Exécution			
Titre de créance antérieur à la livraison de la commande	4	67%	
AOO			8
Préparation			Aucune

Anomalies relevées	Statistiques		anomalie relevée
	Nombre	%	Observations
Attribution			
Formulaire de PV d'ouverture des plis de l'ARMP non utilisé	8	100%	
Transmission du PV d'ouverture des aux soumissionnaires non documentée	7	88%	
Exclusion d'un candidat dès la séance d'ouverture des plis pour garantie de soumission non fournie	1	13%	
Retard dans l'approbation du rapport d'évaluation	5	63%	
Information des soumissionnaires non retenus non documentée	3	38%	
Publication de l'attribution provisoire non documentée	1	13%	
Publication de l'attribution définitive non documentée	7	88%	
Retard observé dans l'approbation du marché	2	25%	
Exécution			
PV de réception non disponible	2	25%	
Commission des marchés			
Existence de CM parallèle en interne au niveau des directions	3	100%	
Cellule de passation de marchés			
Dépôt tardif de la liste des membres de la CM et de la CPM	1	100%	
Commission de réception			
Inexistence d'un arrêté portant nomination des membres de la commission de réception spécifique à la direction de l'Hydraulique.	1	33%	

ANNEXES

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

ANNEXES :

1.1 Liste des marchés de l'AC exécutés en 2013

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

Objet du marché	Financement	Type de marché 5	Mode de passation	DATE		Attribution provisoire	Souscription	Approbation	Titulaire	Montant	Immatriculation		Situation
				Lancement							Numéro	Date	
Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de l'Administration	BCI	Travaux	AON							99 152 700] FCFA TTC	1642	19/09/13	Procédure achevée
Etude diagnostique des réseaux d'eau potable de l'administration	BCI	Prestations intellectuelles	DRP	26/04/13	18/06/13	12/08/13	13/09/2013		CSCO	19 200 027 FCFA TTC			Procédure achevée
Réalisation de 30 forages d'eau	BCI	Travaux	AON	17/04/13	17/05/13				CSCO				
Réalisation de 2 forages d'eau à kaffrine et à fatick	Belgique	Travaux	Appel d'offres national	06/03/13	24/04/13	18/06/13	12/07/13		HENAN CHINE	985 897 080 FCFA TTC	1076	16/07/13	Procédure achevée
Fourniture et pose d'équipement d'exhaure	BCI	Fourniture	Appel d'offres national	21/01/13	08/03/13				HENAN CHINE	58 180 000 FCFA HTVA			Procédure achevée
Réalisation de 06 châteaux d'eau et démolition d'un château d'eau	BCI	Travaux	AON	08/05/13	02/07/13	30/08/2013	04/10/2013		MUNIF GROUP SA	64 599 799 FCFA TTC	1863	10/10/13	Procédure achevée
Réalisation de systèmes d'adduction d'eau potable et extension de réseaux	BCI	Travaux							ECORE	449 420 700 FCFA TTC			en cours d'approbation
Sélection d'un opérateur chargé	BAD/SENEGAL	Travaux	Appel d'offres national	01/06/13	16/07/13				ESCI	776 116 798 FCFA TTC	178	07/02/14	Procédure achevée
	WSP/BM/USAGERS	A00 en 2	AOI	11/07/13	26/08/13	13/12/2013	05/02/2014						Préparation des offres de la

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

de la gestion de deux systèmes AEP de Gorom Lampsar et de Niotto Ndiosmone Palmarin (délégation de gestion du service public) Travaux de renouvellement des conduites d'eau de l'hôpital de ouakam Avenant n°1 au marché T1518/12	étapes										2ème étape	
	BCI	Fourniture	DRP				ENTEC	24 870 000 F CFA TTC				Procédure achevée
				06/06/13	25/06/13	27/06/13						
	IDA	Travaux				25/09/2013	21/10/2013	SVTP GC/SAHE	287 847 154 FCFA TTC	1961	24/10/13	Procédure achevée
	PEPAM BA	Fourniture	AO					SOMAPHY WEWT AFRICA	95 286 823 FCFA TTC	095	27/01/14	Procédure achevée
	IDA	Travaux				20/01/14	22/01/14	Groupement ESCI/CSTI	285 197 445 FCFA TTC	266	28/02/13	Procédure achevée
						005/02/13	27/02/13	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION	1 008 048 395	530	25/04/13	Procédure achevée
	FAD	Travaux				29/03/13	25/04/13	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION	571 160 793	529	25/04/13	Procédure achevée
						29/03/13	25/04/13	Groupement SONED	108 762 567 FCFA TTC	935	27/06/13	Procédure achevée
Avenant N°2 au marché T629/10	FAD	Travaux										
Avenant n°1 au marché C/759/10	FAD	PI										
						11/06/13	25/06/13	AFRIQUE- HYDROPLANT				

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE

Objet du marché	Financement	Type de marché 6	Mode de passation	DATE		Attribution provisoire	Souscription	Approbation	Titulaire	Montant	Immatriculation		Situation
				Lancement							Numéro	Date	
Travaux d'extension, de densification de réseaux d'AEP et de Réalisation de branchements particuliers en milieu rural	BCI 2013	Travaux	Appel d'offres national							299.187.820 185 165 600 francs CFA TTC	1735 1736	27/09/13	Procédure achevée
Fourniture et pose de compteurs d'eau en milieu rural	BCI 2013	Fourniture	AON	08/05/13	25/06/13		01/08/2013	23/09/2013	Lot 1 :ECORE Lot 2 : GIE SENEPRESCO				
Fourniture de citernes souples lors du Magal de Touba	BCI 2013	Fourniture	AON	30/03/13	10/05/13		11/06/13	21/06/13	CSCO	86 000 000 FCFA TTC	0901	25/06/13	Procédure achevée
Fourniture de produits de potabilisation de l'eau (Hypochlorite de calcium) lors du Magal de Touba	BCI 2013	Fourniture	Appel d'offres national	08/05/13			26/08/13	28/08/13	ICTS CIPA	41 595 000 francs CFA TTC	1484	30/08/13	Procédure achevée
Fourniture de motopompes lors du Magal de Touba	BCI 2013	Fourniture	AON	08/05/13	15/07/13		16/08/13	28/08/13	ICTS	53 808 000 FCFA TTC	1483	30/08/13	Procédure achevée
Location de camions-citernes Magal de TOUBA 2013	BCI 2013	SERVICES	Appel d'offres national	14/05/13	25/06/13		31/07/13	06/08/13	SN-DIT- ENTRACOM	26 634 960 FCFA TTC	1353	19/08/13	Procédure achevée
				08/05/13	01/07/13		26/08/2013	23/09/2013		126 059 872) FCFA TTC	1708	26/09/13	Procédure achevée

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

Fourniture d'équipements d'exhaure	BCI	Travaux	Appel d'offres national					Lot 1 : ICTS Lot 2 : MUNIF GROUP SA	Lot2 23 412 841	2019	30/10/13	Procédure achevée pour le lot 2 Immatriculation en cours pour le lot 1 Procédure achevée
Recrutement d'un consultant pour le suivi des 15 ASUFOR du PEPAM BA	PEPAM BA	PI	DRP	10/06/13	29/07/13	03/10/2013	14/10/2013	Mouhamed WADE	9 400 000 FCFA HT			
Fourniture d'outillage et d'équipements de protection	BCI	Fourniture	AON	18/06/13	22/07/13			CIPA	41 836 870 FCFA TTC	211	13/02/14	Procédure achevée
Avenant n°1 au marché c0965/10	PEPAM IDA	PI		29/09/13	01/10/13	31/01/2014	07/02/2014	Groupement IDEV-SEMIS	141 387 600 FCFA TTC	2103	11/11/13	Procédure achevée
Avenant n°2 au marché c0965/10	PEPAM IDA	PI						Groupement IDEV-SEMIS	129 587 600 FCA TTC	180	07/02/14	Procédure achevée
Délégation de service public portant sur la gestion des systèmes de production d'eau potable dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Kaffrine et Thiès.	Bénéficiaires	Prestations intellectuelles/consultance	AMI									Evaluation demandes de préqualification
				28/11/13								

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2013

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT

Objet du marché	Financement	Type de marché 7	Mode de passation	DATE		Souscription	Approbation	Titulaire	Montant	Immatriculation		Situation
				Lancement	Attribution provisoire					Numéro	Date	
Acquisition de Mat informatique de bureau	BCI	Fournitures	DRP	10/10/13	31/10/13			OUMOU INFORM	13 927 808 FCFA TTTC			Procédure achevée
Acquisition de fourniture et Matériels de bureau	BCI	Fournitures	DRP	02/04/13	15/04/13			GIE LE CAP VERT	13 982 646 FCFA TTC			Procédure achevée
Acquisition de consommables informatiques	BCI	Fournitures	DRP		20/03/13			OUMOU INFORM	9 980 440 FCFA TTC			Procédure achevée
Entretien et Maintenance de matériel informatique	BCI	Fournitures	DRP	29/03/13	11/04/13			ATS	7 917 800 FCFA TTC			Procédure achevée
Organisation d'ateliers et de séminaires	BCI	Fournitures	DRP	29/03/13 02/04/13	11/04/13 15/04/13			Gie Amar Investing Belly Commerce	6 999 760 FCFA TTC 6 999 996 FCFA TTC			Procédure achevée
Acquisition et pose de rideaux et moquettes	BCI	Fournitures	DRP		24/05/13			Gie Sokhna Khadija	3 999 704 FCFA TTC			Procédure achevée
Acquisition et pose de matériels de quincaillerie	BCI	Fournitures	DRP		18/04/13			ARDECOM	9 912 000 FCA TTC			Procédure achevée
Acquisition de trois véhicules	BCI	Fourniture	AOO	16/08/13	30/09/13	18/11/2013	18/11/2013	CCBM INDUSTRIES	31 500 000 FCA TTC	228	18/11/13	Procédure achevée
Acquisition de cinq motos	BCI	Fourniture	DRP	15/10/13	25/10/13			Keur Serigne Mbacké MADINA	8 200 000 FCFA TTC			Procédure achevée
Entretien et réparation de véhicules	BCI	Service	DRP	02/04/13	12/04/13			NDIAYE PNEUS	8 583 320 FCFA TTC			Procédure achevée

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

1.2 Réponses de l'autorité Contractante :

Constats des non-conformités	Recommandations	Responses de l'autorité contractante
1.2.1 Dispositif organisationnel de la gestion des marchés		
Dépôt tardif de la liste des membres de la CM et de la CPM	Le MHA doit veiller à déposer la liste des membres de la CM et de la CPM au plus tard le 5 janvier de l'exercice	Le Ministère prend acte.
Existence de CM parallèle en interne au niveau des directions	Il ne doit exister au sein du MHA qu'une seule CM avec des membres des différentes directions pour les marchés les concernant.	Non-conformité corrigée depuis 2014 par note de service du Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipement.
Inexistence de plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations de l'audit antérieur.	A la suite de chaque audit annuel, le MHA doit élaborer un plan de mise en œuvre et de suivi des recommandations afin de capitaliser sur les non-conformités.	Le Ministère a pris bonne note et vous signale qu'il a été institué en 2012 et sa gestion de 2012 a été auditée en 2014 et le rapport définitif reçu par la suite.
1.2.2 Préparation des marchés		
Justification de la publication de l'AGPM par la coupure de presse	En plus de la coupure de presse, il faut classer copie de : - la facture Préforma - la facture et - justificatif du paiement.	Recommandation corrigée. Pour 2014 et 2015 les factures pro-forma et les factures définitives sont archivées.
Exécution de marchés qui ne figurent pas dans le PPM. C'est le cas au niveau de DM et DH	Devant cette situation, il faut toujours réviser le PPM avant de lancer le marché après publication au niveau du portail par la DCMP.	Situation exceptionnelle corrigée depuis 2014.

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante
1.2.3 Attribution des marchés		
Non utilisation du dossier type DRP pour les marchés passés suivant ce mode.	Utilisation des dossiers types est obligatoire. La CPM doit télécharger le modèle à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition des services techniques et de la CM.	La CPM a pris bonne note.
Encaissement sur place du montant de la vente des DAO alors que le MHA ne dispose pas d'une régie de recettes.	Toujours demander aux candidats de payer au niveau du trésor, de présenter la quittance au MHA en échange du DAO.	Le MHA prend acte et vous signale que le Ministère ne pouvait pas faire autrement car les textes du code des marchés n'ont pas défini les modalités de reversement de la quote part de l'ARMP et d'utilisation de l'autre partie. Toutefois, le MHA se rapprochera de l'ARMP et du Trésor.
Non reversement la quote-part ARMP sur les produits des ventes des DAO	Le MHA doit veiller à s'acquitter régulièrement de cette obligation après régularisation de sa situation auprès de la Direction des Services Administratifs et Financier (DSAF) de l'ARMP.	Nous y veillerons.
Pour les DRP : <ul style="list-style-type: none"> - Lettres d'invitation non déchargées - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas mentionnées pour l'essentiel - Simultanéité des invitations non respectée 	<ul style="list-style-type: none"> - Toujours exiger la décharge de l'invitation - Exiger des invités de dater la réception de l'invitation - Transmettre simultanément les invitations aux cinq candidats invités 	Le Ministère a pris acte, recommandation suivie d'effet depuis 2014.
Pour certains marchés de prestations intellectuelles passés par DRP la lettre d'invitation ne spécifie pas le mode de sélection	Il faut toujours indiquer dans la lettre d'invitation le mode de sélection	Non-conformité due à l'absence de dossier type DRP prestations intellectuelles mais on y veillera dorénavant.

Constats des non-conformités	Recommandations	Réponses de l'autorité contractante
1.2.3 Attribution des marchés (suite)		
Non utilisation du formulaire de PV d'ouverture des plis des différents marchés	La CPM doit télécharger formulaire de PV d'ouverture des plis à partir du portail des marchés publics et le mettre à la disposition de la CM.	Il n'existe à ce jour pas de Modèle de PV accroché au niveau du portail des marchés publics.
Rejet d'offres dès la séance d'ouverture des plis pour non-conformité de la garantie de soumission.	La séance d'ouverture des plis est une séance de constatation. Aucun candidat ne peut être éliminé à cette étape de la procédure. L'examen de la conformité de la garantie se fait à l'étape préliminaire de l'évaluation.	Le MHA prend acte.
Inexistence de traçabilité permettant d'affirmer que les copies des PV d'ouverture des plis sont effectivement remises à tous les candidats ayant déposé leur offre conformément à l'Art 67.4 du code.	A chaque transmission du PV d'ouverture des plis exiger une décharge.	Il existe depuis 2015 un registre de transmission du PV d'ouverture dans lequel les soumissionnaires apposent une décharge après avoir reçu copie dudit PV.
Pour l'évaluation des marchés de prestations intellectuelles, les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs ne sont pas annexées au rapport d'évaluation	Toujours annexer les fiches de notation individuelles signées par les évaluateurs au rapport d'évaluation	Pour les marchés de prestations intellectuelles, les fiches de notations individuelles sont annexées systématiquement. La remarque n'est valable que pour les DRP. Mais l'observation sera suivie d'effet.
Non publication des avis d'attribution définitive dans les mêmes conditions que les AAO pour des	Prévoir dans le budget les frais de publication des avis d'attribution définitive.	Le MHA le fait régulièrement mais prend bonne note.

raisons de budget, notamment au niveau de la DEM.	Procéder à cette publication conformément à la réglementation.	
Non information des candidats non retenus de la suite de l'évaluation.	A la suite de chaque évaluation obligation est faite à l'AC d'informer les candidats non retenus : - Faire une lettre - Exiger accusé de réception - Classer dans le dossier	Le MHA a pris acte et s'est acquitté de cette formalité depuis 2014.
Passation et exécution de marchés qui échappent au contrôle de la CPM (d'où les marchés passés hors PPM)	La CPM doit obligatoirement assurer le contrôle qualité des dossiers de passation de marchés y compris les DRP.	La CPM y veillera.
1.2.4 Exécution des marchés		
Rapports de suivi de l'exécution physique des marchés non mis à la disposition de la CPM pour classement	Les Chefs de projets ou PRM doivent obligatoirement mettre ces rapports à la disposition de la CPM pour classement.	Le MHA prend acte.
CPM non au fait de l'exécution financière des marchés.	L'ARMP doit voir avec le MEFP les dispositions à prendre pour que copies des paiements soient transmises à la CPM pour classement dans le dossier du marché.	Dans la procédure normale de l'exécution des dépenses, l'Administrateur s'arrête à la liquidation, le reste de la procédure jusqu'au paiement (ordonnancement et paiement) est assuré par les représentants du MEFP à travers les COF et Ordonnateurs délégués, et le Trésor. Ce serait formidable pour notre archivage que l'on puisse disposer de la copie du mandat de virement du paiement de la dépense.

Classement et archivage des documents de passation de marchés par la CPM non systématique conformément à l'article premier de l'arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes	Recrutement d'un archiviste-documentaliste pour prendre en charge ce travail dédié à une profession bien précise. Il ressort de l'entretien avec la DAGE que deux archivistes documentalistes ont été affectés au MHA. L'un d'eux est affecté à la CPM. Il est urgent : <ul style="list-style-type: none">- pour ce dernier de prendre effectivement service à la CPM- de l'inscrire dans le programme de formation de l'ARMP pour le former en « Classement et archivage des documents de passation de marchés »	L'archiviste est déjà recruté et il a de solides expériences en matière de classement et d'archivage des documents de passation.
Exécution d'avenant pour 4 marchés exécutés depuis 2010 dont 3 marchés de prestations intellectuelles	Ne plus faire d'avenant une fois le marché réceptionné provisoirement	Le Ministère y veillera.